

RAPPORT

La République des lecteurs

**Pour en finir
avec la mort du livre**

_Arthur De Grave
_Diana Filippova

« Lire, c'est être momentanément séparé de soi et laisser un être de fiction, ou le "je" de l'écrivain, occuper complètement notre espace intérieur, nous entraîner vers son destin, nous émouvoir. C'est accepter qu'une voix fasse effraction dans la conscience et se substitue à la nôtre. [...] C'est accepter aussi d'être dérangé, bousculé et, au final, transformé. Mais, dans le même mouvement, lire rapproche des autres. [...] Lire agrandit les capacités de compréhension du monde, de sa diversité et de sa complexité. En français, lire et lier comportent les mêmes lettres. »

Annie Ernaux, « Lire, souvenirs et notes », dans *Pourquoi lire ? 13 bonnes raisons (au moins)*, Paris, Gallimard, 2020

« Il est idiot de reprocher à la foule de n'avoir pas le sens du sublime, quand on confond le sublime avec l'une de ses manifestations formelles qui sont d'ailleurs toujours des manifestations trépassées. Et si par exemple la foule actuelle ne comprend plus Œdipe-Roi, j'oserai dire que c'est la faute à Œdipe-Roi et non à la foule. »

Antonin Artaud, « En finir avec les chefs-d'œuvre » [1933], dans *Le Théâtre et son double*, Paris, Gallimard, 1938

Arthur De Grave est essayiste, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès et membre de son Observatoire Marques, imaginaires de la consommation et politique. Il est l'auteur notamment de *Startup Nation. Overdose Bullshit* (Rue de l'échiquier, 2019).

Diana Filippova est romancière, essayiste, enseignante à Sciences Po Paris et experte associée à la Fondation Jean-Jaurès. Elle est notamment l'autrice de *Rien n'est plus grand que la mère des hommes* (Albin Michel, 2025), de *De l'inconvénient d'être russe* (Albin Michel, 2023) et de *Technopouvoir. Dépolitiser pour mieux régner* (Les liens qui libèrent, 2019).

Introduction

« La lecture est entrée dans une phase de déclin inexorable. » Il semble à première vue incongru de contester cette affirmation, tant à peu près toutes les études, année après année, pointent dans la même direction. La publication tous les deux ans du baromètre « Les Français et la lecture » par le Centre national du livre (CNL)¹ est devenue un grand rituel d'angoisse collective quant à la mort imminente du lecteur. Le constat est sans appel : « Les Français lisent de moins en moins tandis que les écrans gagnent encore du terrain². » Moins d'un Français sur deux déclare lire quotidiennement (selon la dernière édition parue en 2025), le chiffre le plus bas depuis la création du baromètre dix ans auparavant. La baisse touche toutes les catégories socioprofessionnelles, toutes les classes d'âge (même si, de manière attendue, la jeunesse est la première pointée du doigt), et frappe aussi durement les lecteurs réguliers. Le temps de lecture pour le plaisir diminue progressivement, passant de 41 minutes par jour en 2023 à 31 en 2025, pendant que le temps d'écran explose littéralement, au point que, chez les moins de 25 ans, le temps qu'on passe chaque jour à *scroller*³ s'approche dangereusement du temps de lecture hebdomadaire (3h40). Un jeune sur cinq ne lit tout bonnement jamais ; la moitié des 12-19 ans ignore qu'il existe des écrivains vivants. On pourrait continuer à égrener ce genre de chiffres à l'infini. Pour s'en convaincre, il suffira au lecteur du présent rapport, si tant est qu'il

existe encore, d'aller consulter la pléthore d'articles en ligne consacrés à ce qui s'apparente à un véritable marronnier.

Par ailleurs, ces tendances chiffrées viennent en corroborer d'autres, au point que le débat public tend à les fondre en un tout homogène : la mauvaise santé du secteur de l'édition⁴, les difficultés économiques des libraires indépendants⁵ ou encore le recul de la compétence en littérature régulièrement mesurée par les tests PISA⁶ (-31 points à l'âge de 15 ans entre 2012 et 2022). Autant de réalités, situées pourtant sur des plans différents, qui semblent converger dans une seule et même direction : la panique morale.

Car aux Cassandra qui prophétisent la mort du livre, il est facile d'opposer une liste de contre-arguments tout aussi solides. Cette mort nous a été maintes fois annoncée, et jusqu'alors toujours différée. La stigmatisation d'une jeunesse qui se détourne des joies saines de la lecture remonte au moins aux années 1960 ; on reprochait alors aux jeunes de passer leurs journées à écouter leurs 45 tours des Beatles au lieu de s'émerveiller devant *La légende des siècles*⁷ de Victor Hugo. Dans les années 1980, la jeunesse perdait ses journées devant la télévision et, dans les années 1990, elle s'abrutissait devant sa Playstation, prélude à la grande lessiveuse cognitive de TikTok et d'Instagram trente ans plus tard. De ce point de vue, rien de très nouveau sous le soleil.

1. « Les Français et la lecture », baromètre biennal mis en œuvre depuis 2015, Ipsos pour le CNL ; sixième édition publiée le 8 avril 2025 (enquête menée du 21 janvier au 4 février 2025 auprès de 1 001 personnes de 15 ans et plus, interrogées par téléphone).
2. « Les Français lisent de moins en moins, tandis que les écrans gagnent encore du terrain », communiqué de presse du CNL, 8 avril 2025, accompagnant la sixième édition du baromètre biennal « Les Français et la lecture », *op. cit.*
3. 3h21 pour le scrolling quotidien contre 3h40 pour la lecture hebdomadaire, soit plus de six fois plus.
4. Voir *Les chiffres de l'édition*, SNE, rapport statistique annuel, 2026 : le chiffre d'affaires est en recul pour la quatrième année consécutive en 2025 (2,88 milliards d'euros, 419 millions d'exemplaires).
5. Voir *La situation économique et financière des librairies indépendantes*, Xerfi, étude pour le Syndicat de la librairie française, juin 2026. Le résultat net moyen s'établit à peine au-dessus de 1 % du chiffre d'affaires pour les grandes et petites librairies en 2025, et à 0,8 % pour les structures intermédiaires, plaçant le secteur parmi les commerces de détail les moins rentables.
6. Voir *PISA 2022 Results (volume I)*, Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), 2023. Le score français en compréhension de l'écrit est passé de 505 points en 2012 à 493 en 2018, puis 474 en 2022. Voir aussi *PISA 2022 : culture scientifique, compréhension de l'écrit et vie de l'élève*, DEPP, Note d'information n° 23.49, décembre 2023.
7. Victor Hugo, *La légende des siècles*, Paris, Gallimard, 2002 [1859].

D'autant que notre quotidien baigne plus que jamais dans l'écrit¹. La révolution numérique a fait exploser le nombre d'interactions sociales intermédiées par le texte, au point que notre volume de lecture, mesuré en mots lus, avait déjà triplé entre 1980 et 2008 : la lecture s'est imposée comme le principal mode de réception des contenus circulant sur Internet². Nous écrivons et lisons tant que nous parlons moins que par le passé. Une vaste étude publiée en 2026 par les psychologues Valeria Pfeifer et Matthias Mehl a établi que le nombre moyen de mots prononcés chaque jour de vive voix était passé d'environ 16 000 en 2005 à 12 700 en 2019, un déclin contemporain de l'essor des messageries et des réseaux sociaux, vers lesquels une partie de nos conversations semble s'être déplacée³.

Qui se souvient encore que, dans les années 1990 et au début des années 2000, la montée en puissance du numérique et la démocratisation d'Internet furent souvent interprétées comme la revanche du texte et de la lecture après des décennies de domination de la télévision ? Certains observateurs crurent alors à l'avènement de l'hypertexte, une forme d'écriture supérieure, libérée du carcan du livre et de la dictature de la linéarité, où lecteur et auteur se tiendraient enfin sur un pied d'égalité, voire à la concrétisation de l'idéal littéraire post-structuraliste⁴. Umberto Eco lui-même, l'un des plus grands bibliomanes du siècle, pouvait déclarer en 1996 que l'ordinateur nous avait « fait revenir dans la galaxie Gutenberg⁵ ».

Ces considérations paraîtront à coup sûr fantaisistes, ou *a minima* excessivement optimistes, à un contemporain de TikTok et d'Instagram. Elles jettent néanmoins une lumière inattendue sur les inquiétudes qui s'expriment aujourd'hui, et montrent l'insuffisance du

cadre dominant dans le débat public contemporain, qui tend à opposer frontalement lecture et écrans.

Justement, revenons aux termes du débat. Un lecteur attentif remarquera que le baromètre du CNL sur lequel se base tout commentaire sur l'irréversible déclin de la lecture ne s'intéresse en réalité qu'à la lecture de livres, y compris sur écran. Autrement dit, tout objet textuel ne correspondant pas à la forme livre se situe dans un angle mort de l'étude. Or, il est tout à fait possible de lire des textes, parfois très longs et exigeant un niveau élevé de concentration, qui ne peuvent être ramenés à la forme d'un livre sur un écran : newsletters, articles de 40 000 signes, courriels, posts de blog, fanfictions, etc.

Alors simple panique morale, la mort du lecteur ? Mais alors que répondre à un professeur de lettres qui constate que ses étudiants, qui ont pourtant choisi un cursus littéraire, sont incapables de lire un roman en entier ? Que faire des innombrables témoignages d'anciens grands lecteurs qui constatent impuissants l'étiollement de leurs capacités de concentration ?

Il serait exagéré de balayer d'un revers de main les inquiétudes contemporaines sur l'état de la lecture. Si les termes du débat doivent être reconsidérés, il semble évident que quelque chose se passe, et que l'angoisse collective qui se manifeste ne vient pas de nulle part. Mais d'où ? Si les données chiffrées habituellement mises en avant ne permettent pas d'annoncer la mort de la lecture, quel est le processus souterrain véritablement à l'œuvre ? Au fond, la première question à laquelle nous devrions nous confronter est la suivante : que perdriions-nous si nous perdions la lecture ?

1. La chaîne de librairies britannique Waterstones a fondé sa campagne Read Better (agence FP7 McCann, 2025) sur ce même constat : « *We consume the equivalent of a 200-page book every day through social media, group chats, news and emails.* » Voir « Read Better », Rob Hall.
2. Chiffres mesurés aux États-Unis. Voir Roger E. Bohn et James E. Short, *How Much Information? 2009 Report on American Consumers*, Global Information Industry Center, University of California San Diego, 2009. La lecture, en déclin depuis l'essor de la télévision, a triplé entre 1980 et 2008, l'écrit étant le mode dominant de réception des contenus sur Internet ; des chiffres antérieurs, notons-le, à la généralisation du smartphone.
3. Valeria A. Pfeifer et Matthias R. Mehl, « Sliding Into Silence? We Are Speaking 300 Daily Words Fewer Every Year », *Perspectives on Psychological Science*, 2026. Réanalyse de 22 études (2005-2019, environ 2 200 participants, États-Unis, Europe, Australie). L'étude ne tranche pas la question des causes : le déplacement des conversations vers l'écrit numérique est une hypothèse avancée par les auteurs, non un résultat établi.
4. Le terme d'« hypertexte » est forgé par Ted Nelson, sociologue de formation devenu pionnier de l'informatique, qui le publie en 1965. Pour la version la plus enthousiaste de cette utopie, voir George P. Landow, *Hypertext. The Convergence of Contemporary Critical Theory and Technology*, Baltimore/Londres, Johns Hopkins University Press, 1992, qui voyait dans l'hypertexte la rencontre du texte-réseau de Barthes et du rhizome de Deleuze.
5. Umberto Eco, « From Internet to Gutenberg », conférence prononcée à l'université Columbia le 12 novembre 1996 : « *In this sense one can say that the computer made us to return to a Gutenberg Galaxy* » (notre traduction).

Nous avons tendance à conférer un pouvoir presque surnaturel à la lecture, comme si notre vie intérieure était structurée par notre fréquentation régulière de l'écrit. Or si le débat public français aboutit dans les impasses évoquées plus haut, c'est peut-être qu'il nous manque un concept qui nous permettrait de situer la controverse au bon niveau. Nous sommes constamment tiraillés entre une conception purement fonctionnelle de la lecture et la fétichisation d'une sensibilité lettrée de masse perdue ou en passe de l'être.

Il est à cet égard frappant de constater le décalage avec le cadrage du débat dans le monde anglophone, structuré autour d'une notion centrale : la *post-literacy*¹. Or le terme de *literacy* a une signification bien plus riche qu'il n'y paraît de prime abord. Dans son acception la plus immédiate, il désigne une compétence fonctionnelle, celle-là même que le français a importée sous le nom de « littératie² ». Mais au-delà, *literacy* désigne également un régime cognitif particulier lié à la maîtrise de l'écrit, ainsi qu'un mode d'organisation de la société autour de lui. Un traducteur pressé qui rendrait *literate society* par « société alphabétisée » ferait ainsi un contresens. L'expression ne désigne pas simplement une société où les gens savent lire et écrire, mais une société dont le droit, l'éducation, le savoir, la mémoire, la vie politique et la culture sont avant tout des réalités textuelles. Dans le passage de l'anglais *literacy* au français « littératie », c'est ce sens fort qui s'est perdu.

Car si le concept a joué un rôle central outre-Manche comme outre-Atlantique, où il existe des départements de *literacy studies* à part entière, son importation en France est restée inachevée³. Non que le

monde académique français se soit désintéressé de la question, bien au contraire : en témoignent l'ensemble des travaux de l'historien Roger Chartier, certains ouvrages du sociologue Bernard Lahire, ou encore les réflexions de Régis Debray et de Bernard Stiegler sur les régimes de l'écrit et de l'image⁴. Mais ces travaux, éclatés entre champs disciplinaires, ont débouché sur une multiplicité de concepts et d'expressions concurrentes. Autrement dit, nous manquons d'un concept englobant susceptible de structurer le débat public et d'orienter les politiques publiques dans une direction cohérente.

Nous nous proposons, dans le présent rapport, de nous approprier pleinement le terme de « littératie », entendu non comme simple compétence fonctionnelle, mais à la fois comme reconfiguration de la conscience permise par la fréquentation régulière de l'écrit et comme mode de structuration d'une société autour de ce dernier. Nous nous appuierons sur ce concept pour inviter à un déplacement du débat sur les enjeux liés à la lecture. C'est ce déplacement qui nous permettra, nous l'espérons, de sortir des impasses actuelles, et de proposer un nouvel horizon pour les politiques publiques.

Nous avons, en effet, la conviction qu'il est urgent de s'emparer de la question sur le plan politique, car si la littératie devait (re)devenir l'apanage d'une élite lettrée toujours plus restreinte, il s'agirait, pour les classes populaires et les catégories les plus modestes de la population, d'une relégation tout aussi grave – et peut-être plus durable encore – que celle qu'elles subissent déjà sur les plans économique, géographique et politique.

1. Voir notamment Adam Garfinkle, « The Erosion of Deep Literacy », *National Affairs*, n°43, 2020 ; plus récemment, James Marriott, « The Dawn of the Post-Literate Society », *Cultural Capital*, 19 septembre 2025, essai dont l'écho considérable dans la presse et les podcasts anglo-américains a fait le point de ralliement de la controverse. *The Atlantic* a quant à lui consacré au phénomène deux articles très commentés de Rose Horowitz : « The Elite College Students Who Can't Read Books » (octobre 2024), puis « The End of Reading Is Here », article de couverture du numéro d'août 2026.
2. Sur cette acception fonctionnelle et sa définition par l'OCDE, voir « Compétences des adultes en littératie » sur le site de l'OCDE.
3. Les chercheuses Béatrice Fraenkel et Aïssatou Mbodj-Pouye ont proposé il y a quelques années d'importer le terme de « littératie » dans cette acception élargie, voir « Les New Literacy Studies, jalons historiques et perspectives actuelles », *Langage et société*, vol. 133, n°3, 2010. Leur démarche s'inscrivait cependant dans un cadre strictement académique.
4. Voir notamment Roger Chartier, *L'ordre des livres. Lecteurs, auteurs, bibliothèques en Europe entre XIV^e et XVIII^e siècle*, Aix-en-Provence, Alinéa, 1992, et Guglielmo Cavallo et Roger Chartier (dir.), *Histoire de la lecture dans le monde occidental*, Paris, Seuil, 1997 ; Bernard Lahire, *Culture écrite et inégalités scolaires*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1993, et *L'invention de l'« illettrisme »*, Paris, La Découverte, 1999 ; Régis Debray, *Vie et mort de l'image. Une histoire du regard en Occident*, Paris, Gallimard, 1992 ; Bernard Stiegler, *La technique et le temps*, Paris, Galilée, 1994.

Sur le plan méthodologique, ce rapport s'appuie sur une série d'entretiens menés avec des chercheurs et des acteurs du livre (que nous remercions chaleureusement), sur une enquête qualitative conduite avec BloomTime¹ auprès de lecteurs interrogés sur leurs pratiques et leur vécu (dont un certain nombre d'extraits viennent illustrer en exergue la suite de ce

texte), et sur la confrontation systématique de ce matériau aux travaux académiques français et anglo-saxons.

Eu égard aux enjeux abordés dans ce rapport, il nous semble approprié de vous en souhaiter bonne lecture.

1. Lucia Socias et François Miquet-Marty, *Lire et faire citoyen. Cahier de récits de vie* pour la Fondation Jean-Jaurès, BloomTime, 2026.

Propositions

1.

Instaurer une taxe sur les fournisseurs de l'IA établie à 6 % de leur chiffre d'affaires

2.

Créer un fonds littératie et porter son budget à 1 milliard d'euros

3.

Doter le CNL de missions élargies et de délégués territoriaux, chargés d'animer les coalitions territoriales de la littératie

4.

Lutter contre les designs addictifs et instituer un design code numérique et textuel

5.

Sanctuariser l'apprentissage, apprendre à faire avant de faire faire

6.

Faire entrer la culture de l'écrit dans les familles dès le berceau

7.

Instaurer des rituels de lecture et de littératie dans tous les cycles, du primaire au lycée

8.

Faire écrire pour faire lire

9.

Multiplier les tiers-lieux de la littératie dans l'espace public et dans les lieux de la vie quotidienne

10.

Former et nommer des médiateurs de la littératie et des influenceurs lecture

La littératie : pour quoi faire ?

Ce que la lecture fait au lecteur : la littératie comme régime cognitif

L'idée que la lecture constitue une forme de révolution cognitive n'est pas nouvelle. On la trouve sous la plume d'une telle quantité d'auteurs et de penseurs qu'il serait impossible d'en dresser la liste complète ici.

“ Il n'y a jamais eu autant d'humains alphabétisés sur la surface de la planète Terre. Ces humains alphabétisés, ils utilisent leur alphabétisation pour lire des sous-titres, faire des messages... Peut-être qu'il y a de moins en moins de livres qui se vendent ou qui se lisent, mais certainement il y a de plus en plus de bipèdes sans plumes qui écrivent et qui lisent d'autres choses. Après, la question, justement, c'est d'essayer de se demander : qu'est-ce qu'on appelle lecture, et qu'est-ce qu'on appelle écriture ? ”

Yves Citton, professeur de littérature et média à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Éloge de la lecture

Saint Augustin méditait déjà sur l'étrange habitude qu'avait prise son maître, Ambroise de Milan, de lire silencieusement en un temps où les livres étaient si rares que leur lecture se faisait d'ordinaire collectivement et à voix haute¹. Nous devons notre habitude de parer la lecture de toutes les vertus aux philosophes des Lumières, aux yeux de qui la fréquentation régulière de l'écrit était une condition de la constitution d'un sujet politique libre et éclairé.

Condorcet a ainsi écrit : « L'imprimerie n'a-t-elle pas affranchi l'instruction des peuples de toutes les chaînes politiques et religieuses ? [...] Cette instruction, que chaque homme peut recevoir par les livres dans le silence et la solitude, ne peut être universellement corrompue : il suffit qu'il existe un coin de terre libre, où la presse puisse en charger ses feuilles². »

On sera plus surpris à lire, sous la plume de certains penseurs, que la généralisation de l'écrit représente une perte. À commencer par Platon, avec le mythe de Theuth : le dieu égyptien et père mythique de l'écriture, présentant son invention au roi Thamous, se voit répondre que cette dernière dispensera « les hommes d'exercer leur mémoire, développera l'oubli en les âmes de ceux qui l'auront acquise ; en confiance avec l'écriture, c'est du dehors, par des caractères étrangers, et non du dedans, du fond d'eux-mêmes, qu'ils chercheront le moyen de se ressouvenir³. » Aux yeux de Rousseau, l'écriture est même synonyme d'une forme de dévitalisation de la parole : « L'écriture, qui semble devoir fixer la langue, est précisément ce qui l'altère ; elle n'en change pas les mots, mais le génie ; elle substitue l'exactitude à l'expression⁴. » Qu'on envisage la généralisation de l'écrit sur le registre du progrès ou de la perte, le constat reste le même : bien avant la psychologie expérimentale, on perçoit que l'écriture et la lecture ne se contentent pas de consigner la pensée, mais la réorganisent en profondeur.

Il faudra cependant attendre le ^{xx}e siècle pour qu'on commence à aborder la question de manière scientifique, afin de tenter de comprendre comment la maîtrise et la pratique régulière de la lecture et de l'écriture pourraient provoquer des effets cognitifs profonds : capacité à spatialiser et objectiver sa pensée, développement de l'esprit critique et des facultés de

1. Augustin, *Confessions*, VI, 3.

2. Voir Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* (1795, posthume), Huitième époque.

3. Voir Platon, *Phèdre*, 275a-b.

4. Voir Jean-Jacques Rousseau, *Essai sur l'origine des langues*, chap. V, Paris, GF-Flammarion, 1993.

raisonnement analytique, externalisation de la mémoire, élargissement du domaine de la vie intérieure, augmentation de la disposition à l'attention soutenue, ou encore démultiplication des dispositions à l'empathie, etc. Autrement dit, la fréquentation assidue de l'écrit aurait le pouvoir de « restructurer la conscience », pour reprendre la formule de Walter Ong¹, au point qu'il existerait une « raison graphique² » inaccessible à un individu évoluant au sein d'une culture orale.

Citons les travaux pionniers du neuropsychologue soviétique Alexander Luria³, qui compare dès les années 1930 les structures de raisonnement de paysans d'Asie centrale selon qu'ils ont ou non été alphabétisés ; ceux de l'école de Toronto (Harold Innis, Marshall McLuhan, Eric Havelock)⁴ et des auteurs qu'on lui rattachera après coup, au premier rang desquels l'anthropologue Jack Goody et le jésuite Walter Ong⁵, qui recadrent au tournant des années 1960 le débat dans des termes qui dominent encore le débat anglophone, mais n'ont jamais vraiment pénétré le nôtre ; ou encore les New Literacy Studies⁶, qui, à partir des années 1980, s'élèvent contre le déterminisme technologique qu'elles imputent à ces auteurs et insistent sur la diversité des pratiques de l'écrit et de leurs effets selon les contextes sociaux.

“ Si vous avez la capacité à manipuler des connaissances sous forme écrite, vous pouvez faire des choses que vous ne pouvez pas faire autrement : des combinaisons d'idées, la vérification, la comparaison

de concepts, des rapprochements. C'est une chose qu'on ne peut pas faire, ou difficilement, avec juste sa mémoire. ”

Laurent Cohen, neurologue, professeur des universités à Sorbonne Université et chercheur en neurosciences cognitives à l'Institut du cerveau

“ En lisant, je m'identifie souvent à des personnages, peu importe leur origine ou leur histoire. Dans la vie, j'essaie ensuite de comprendre ce que pensent les autres et de respecter leurs points de vue. Il y a un lien direct entre mon rapport aux livres et mon rapport aux autres. [...] Cela m'amène à prendre du recul, à essayer de me mettre à la place des autres plus facilement. Avec le temps, je pense que ça a influencé ma manière d'interagir avec les gens, notamment dans ma capacité à écouter ou à accepter des points de vue différents. ”

Participant 7, enquête BloomTime (femme, 39 ans)

Les neurones de la lecture

Dernièrement, ce sont les neurosciences qui ont suscité un regain d'intérêt pour la problématique, tout en lui fournissant un éclairage inédit. Les travaux menés par les neurologues Stanislas Dehaene et Laurent Cohen⁷ ont ainsi montré que l'apprentissage

1. Voir Walter J. Ong, *Oralité et écriture. La technologie de la parole*, Paris, Les Belles Lettres, 2014 [éd. orig. : *Orality and Literacy: The Technologizing of the Word*, Londres, Methuen, 1982].
2. Voir Jack Goody, *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979 [éd. orig. : *The Domestication of the Savage Mind*, Cambridge, Cambridge University Press, 1977].
3. Alexander Luria, *Cognitive Development: Its Cultural and Social Foundations*, Cambridge, Harvard University Press, 1976. Les expéditions en Ouzbékistan et en Kirghizie datent de 1931-1932 ; menées avec Lev Vygotski resté à Moscou, elles ne furent publiées en URSS qu'en 1974, le pouvoir soviétique ayant jugé leurs conclusions embarrassantes.
4. Harold A. Innis, *Empire and Communications*, Oxford, Clarendon Press, 1950 ; Marshall McLuhan, *La Galaxie Gutenberg*, Montréal, HMH, 1967 [éd. orig. : *The Gutenberg Galaxy*, Toronto, University of Toronto Press, 1962] ; Eric A. Havelock, *Preface to Plato*, Cambridge, Harvard University Press, 1963.
5. Le rattachement de Goody et Ong à l'école de Toronto est le fait de leurs critiques, au premier rang desquels Brian Street, qui les agrège sous l'étiquette polémique de « modèle autonome » (voir note suivante) ; Goody s'est défendu contre cette assimilation (*The Interface Between the Written and the Oral*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987).
6. Brian V. Street, *Literacy in Theory and Practice*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984 ; David Barton et Mary Hamilton, *Local Literacies: Reading and Writing in One Community*, Londres, Routledge, 1998. Pour l'introduction du courant en France : Béatrice Fraenkel et Aïssatou Mbodj-Pouye (dir.), « New Literacy Studies, un courant majeur sur l'écrit », *Langage et société*, n° 133, 2010.
7. Voir notamment Stanislas Dehaene, *Les neurones de la lecture*, Paris, Odile Jacob, 2007.

de la lecture implique un vaste recâblage du cerveau humain. La lecture et l'écriture n'étant intervenues que tardivement dans notre histoire évolutive, nous n'avons pas eu le temps de développer un organe ou une zone dédiés dans notre boîte crânienne. Dehaene parle d'un « recyclage neuronal » : la lecture détourne des régions corticales originellement façonnées par l'évolution pour reconnaître des objets dans le monde physique, et remanie jusqu'aux régions cérébrales dédiées à l'écoute et au langage parlé. Autre découverte remarquable : au terme du processus d'apprentissage, la « boîte aux lettres » – les différentes régions cérébrales reconfigurées – est la même chez tous les lecteurs de la planète, quelle que soit la langue qu'ils parlent et l'alphabet qui sert à la coder.

L'apport de cette approche par les neurosciences est double. D'abord, elle démontre que la lecture n'est pas un acquis évolutif ; le cerveau d'un nouveau-né en 2026 est le même que celui d'un nouveau-né d'il y a 30 000 ans. Sur le plan individuel, l'apprentissage de la lecture est difficile, car il est presque contre-nature. Cette précision revêt une importance cruciale, puisque les technologies plus récentes que l'écriture ont, au contraire, pris le parti de se fondre parfaitement dans l'architecture de notre cerveau et de se couler dans nos canaux de production de dopamine. Sur le plan collectif, cela signifie, par ailleurs, qu'à chaque génération, tout est à recommencer. La transmission d'une faculté qu'avec la massification de l'instruction nous sommes venus à percevoir comme allant de soi suppose en réalité un effort et un coût considérables pour l'ensemble de la société.

Ensuite, les neurosciences fournissent un substrat biologique qui vient consolider les travaux des psychologues, anthropologues, historiens et théoriciens des médias qui ont façonné le concept de littératie dans son acception contemporaine. Il faut, cependant, éviter de céder à la tentation du réductionnisme : si l'imagerie cérébrale permet d'affirmer que quelque chose se passe dans le cerveau du lecteur, elle n'établit pas que ce dernier acquiert au passage une pensée plus réflexive ou critique. Elle mesure les effets biologiques de l'acquisition de la littératie entendue comme compétence fonctionnelle, mais elle ne dit rien des facultés que l'on prête à la littératie comme culture de l'écrit ou sensibilité lettrée.

Autrement dit, le débat public, quand il aborde la question de la lecture par le seul prisme des neurosciences, se prive de tout un champ de réflexions susceptibles de l'enrichir. Si, comme nous en faisons l'hypothèse, c'est moins la capacité fonctionnelle qui est aujourd'hui en danger que la littératie entendue comme centralité de la culture de l'écrit, il est indispensable de se replonger dans les six décennies de travaux de *literacy studies*, à plus forte raison quand ces dernières connaissent depuis peu un regain d'intérêt dans le monde anglophone, et ce bien au-delà de la sphère académique.

“

La lecture est le seul moyen qui fonctionne pour moi afin de m'extraire de mon flot ininterrompu de pensées et le seul moyen qui m'apaise véritablement. [...] La contrepartie, en revanche, est qu'il faut que je déploie un effort considérable pour rentrer dans le livre et occulter mes pensées parasites, et le début de mes sessions de lecture est toujours complexe (relecture de la même page de nombreuses fois, etc.). ”

Participant 18, enquête BloomTime (homme, 32 ans)

Ce que la littératie fait à la société : la littératie comme régime politique

La littératie comme phénomène dépasse l'échelle individuelle : elle est la manière par laquelle une société s'organise autour de l'écrit. D'où, sans doute, les angoisses d'ordre civilisationnel qui accompagnent les enquêtes qui documentent d'année en année l'érosion plus ou moins rapide de la lecture. Les temps modernes naissent en même temps que l'imprimerie au ^{xv}^e siècle ; dans les siècles qui suivent, la démocratisation de l'accès à l'écrit va faire croître les contingents de lecteurs, jusqu'aux grandes révolutions politiques de l'ère moderne. L'historien britannique Orlando Figes remarque que les trois plus fameuses d'entre elles (anglaise, française et

russe) ont toutes éclaté dans des pays où le taux d'alphabétisation approchait du seuil critique de 50 %¹. Si la littératie de masse ne débouche pas mécaniquement sur la démocratie (la révolution russe, précisément, suffit à le rappeler), elle paraît bien en être une condition nécessaire : un régime fondé sur la délibération collective présuppose un certain type de sujet politique, capable de la distance critique, des raisonnements complexes et du niveau d'abstraction que la littératie seule rend possible. L'écrit externalise et objective la pensée et, au terme du long entraînement qu'exige sa maîtrise, invite presque mécaniquement celles et ceux qui le pratiquent à questionner l'autorité ou la tradition.

« Ceci tuera cela »

Dans un passage célèbre de *Notre-Dame de Paris* mettant en scène l'archidiacre Frollo, Victor Hugo écrit ceci :

« L'archidiacre considéra quelque temps en silence le gigantesque édifice, puis étendant avec un soupir sa main droite vers le livre imprimé qui était ouvert sur sa table et sa main gauche vers Notre-Dame, et promenant un triste regard du livre à l'église : – Hélas ! dit-il, ceci tuera cela². »

Dans les siècles qui suivent l'invention de l'imprimerie, à mesure que la littératie gagne de nouvelles couches de la population, les conservateurs comprennent très vite que cette expansion constitue un danger mortel pour l'ordre ancien, trône et autel en première ligne. Tout se passe comme si la littératie de masse portait en elle le spectre des révolutions futures. Pour Jürgen Habermas, c'est même au sein de la sphère publique littéraire que les citoyens en gestation ont pris l'habitude de débattre et de délibérer, et ce bien avant qu'ils aient même l'idée de contester le monopole de la chose publique aux

autorités instituées : le monde des livres a été le « champ d'exercice » de la modernité politique³.

Une société fondée sur la littératie présuppose l'instauration d'un régime cognitif collectif particulier, mais elle ne s'y réduit pas : c'est aussi une société façonnée jusque dans ses structures les plus fondamentales par l'usage de l'écrit. Une société où la loi est un texte que l'on peut consulter et opposer, où le débat public s'adosse à la presse et à la confrontation des opinions, et où la mémoire se transmet par l'archive et l'école plutôt que par la seule parole des anciens. C'est précisément ce régime-là qui semble aujourd'hui comme ébranlé.

Généalogie de la société de la post-littératie

Or, l'idée que cette société serait entrée en déclin remonte au moins aux années 1950, c'est-à-dire à la diffusion de la télévision dans les foyers du monde industrialisé. Dès 1962, Marshall McLuhan prophétise dans *La galaxie Gutenberg*⁴ l'avènement d'une société de la post-littératie (*post-literate society*) où l'« homme typographique » est condamné à se dissoudre dans un « village global » fait d'images et de communications électroniques instantanées.

Ce que McLuhan pressent n'est pas à proprement parler un monde qui s'en retourne à l'oralité, mais un monde où l'écrit cesse d'être le principe organisateur de notre système nerveux collectif. Une vingtaine d'années plus tard, c'est un disciple de McLuhan, Neil Postman, qui précise le diagnostic (et noircit le tableau) dans son essai *Se distraire à en mourir*⁵ : la culture télévisuelle impose au débat public une nouvelle grammaire du spectacle. En France, au début des années 1990, Régis Debray conceptualise un basculement du même ordre avec le passage de la graphosphère à la vidéosphère, qui voit le livre « descendre de son piédestal symbolique⁶ ».

1. Voir Orlando Figes, *La Révolution russe. 1891-1924 : la tragédie d'un peuple*, Paris, Denoël, 2007. Cité par James Marriott, « The Dawn of the post-literate society and the end of civilisation », *Cultural Capital* (Substack), 19 septembre 2025.

2. Victor Hugo, *Notre-Dame de Paris* (1831), livre V. Umberto Eco s'appuie sur cet extrait dans sa conférence à Columbia évoquée plus haut.

3. Voir Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978.

4. Voir Marshall McLuhan, *La galaxie Gutenberg*, *op. cit.*

5. Voir Neil Postman, *Se distraire à en mourir*, Paris, Flammarion, 1986 [éd. orig. : *Amusing Ourselves to Death: Public Discourse in the Age of Show Business*, New York, Viking Penguin, 1985].

6. Voir Régis Debray, *Cours de médiologie générale*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées », 1991.

À ce stade, il est indispensable d'apporter une précision : aucun des auteurs cités ne décrit la post-littérature comme une régression au stade de l'oralité ou une substitution stricte et entière de l'image au texte. Ce dernier perd, en revanche, sa dimension structurante sur le plan individuel et collectif. On doit à un autre disciple de McLuhan, Bruce Powe, d'avoir posé une définition particulièrement claire de la société de la post-littérature que nous reprenons à notre compte :

« Qu'est-ce que la post-littérature ? C'est la condition de semi-littérature où la plupart des gens ont encore une relative maîtrise de l'écriture et de la lecture, mais où la sensibilité lettrée a cessé d'occuper une position centrale dans la culture, la société et la politique¹. »

Dans cette perspective, une société de la post-littérature (ou post-lettrée) peut donc parfaitement être noyée dans les écrits ; elle n'est nullement incompatible avec l'inflation de la quantité de textes en circulation à l'ère numérique. Il se pourrait que l'écrit demeure comme support de communication mais devienne peu à peu culturellement et politiquement insignifiant, et que la baisse de la lecture recensée dans la population générale et les difficultés économiques des acteurs de la chaîne du livre ne soient que les symptômes d'un processus plus profond.

“ Le fait de moins lire, et de s'en remettre uniquement à ce que l'on veut bien nous montrer, que ce soit à travers les médias ou les réseaux, crée selon moi un véritable terreau de l'ignorance. On ne cherche plus forcément à comprendre par soi-même, à aller vérifier, à approfondir. On consomme de l'information sans toujours la questionner. ”
Participant 24, enquête BloomTime (homme, 39 ans)

Tableau clinique de la post-littérature contemporaine

On le voit, on nous annonce la mort du lecteur et l'avènement de la post-littérature depuis plus de soixante ans. Est-il, cependant, suffisant de rappeler que ces prophéties ont jusqu'alors toujours été démenties par les faits, ou que les années 1990 et 2000, quand Internet était encore un objet majoritairement textuel, avaient pu sembler amorcer un mouvement inverse ? Ne se pourrait-il pas que cette fois soit la bonne, et que l'alliance des smartphones, des réseaux sociaux (que la langue anglaise qualifie depuis longtemps de « médias ») et des intelligences artificielles (IA) génératives réussisse à signer la mort du lecteur là où la télévision avait échoué ?

L'environnement médiatique dans lequel nous évoluons aujourd'hui est très différent de celui qu'analysait Neil Postman en 1985 dans son réquisitoire contre l'ère télévisuelle. Depuis la généralisation massive des smartphones et des réseaux sociaux, le tableau clinique de la post-littérature s'est considérablement complexifié.

L'université du Michigan mène depuis 1976 une enquête annuelle auprès d'un échantillon représentatif d'élèves de terminale américains et les interroge sur leurs pratiques de lecture. En prenant comme indicateur indirect la part des lycéens qui n'avaient lu aucun livre dans l'année écoulée, il a fallu près de vingt-cinq ans pour passer de 11 % à 28 %, mais seulement une décennie pour passer de 24 % à 41 %² (la légère embellie de la décennie 2000 s'expliquerait par un phénomène conjoncturel : le succès des sagas *Harry Potter* et *Twilight*). Les chiffres convergent avec ceux compilés par la dernière vague 2026 du baromètre « Les jeunes Français et la lecture » établi par Ipsos BVA pour le CNL³ : un jeune de 16-19 ans sur trois ne lit pas du tout (avec, comme souvent, une légère avance de phase pour les États-Unis).

1. Voir Bruce Powe, *The Solitary Outlaw*, Toronto, Lester & Orpen Dennys, 1987, non traduit.

2. Données de l'enquête « Monitoring the Future » (université du Michigan, annuelle depuis 1976, échantillons représentatifs de lycéens américains), analysées par Jean M. Twenge, « Are books dead? Why Gen Z doesn't read », *Generation Tech* (Substack), 5 mars 2024 ; voir aussi Jean M. Twenge, Gabrielle N. Martin et Brian H. Spitzberg, « Trends in U.S. Adolescents' Media Use, 1976-2016 », *Psychology of Popular Media Culture*, 2019.

3. « Les jeunes Français et la lecture », CNL/Ipsos BVA, 5^e édition, avril 2026. Baromètre mis en œuvre depuis 2016, mené auprès d'un échantillon de 1 500 jeunes de 7 à 19 ans représentatifs de la population française, interrogés en ligne du 28 janvier au 9 février 2026.

L'érosion est ancienne et continue, mais il semble bien qu'un phénomène d'accélération s'amorce autour de 2010, période qui marque également l'entrée massive dans l'ère des smartphones et de la démocratisation de l'Internet mobile. C'est dans la décennie 2010 qu'Internet a peu à peu cessé d'être un espace majoritairement textuel pour faire une place toujours croissante aux contenus audio et vidéo, systématiquement mis en avant par les algorithmes des réseaux sociaux¹. Mais si le concept de société de la post-littératie connaît ces derniers temps un regain d'intérêt, ce n'est pas seulement à cause du succès de TikTok, des baromètres qui documentent l'effondrement de la lecture ou encore des témoignages amers d'anciens grands lecteurs qui confessent ne plus être en mesure de terminer un Dostoïevski².

“ Peut-être que c'est ça qui se joue : la dévaluation de la place de l'écrit dans la fabrication de l'imaginaire. ”

Claude Poissenot, sociologue, enseignant-chercheur à l'université de Lorraine

“ Depuis plusieurs années, je me sens assez seule dans ma passion pour la lecture. J'ai parfois l'impression que c'est devenu un passe-temps un peu dépassé. Autour de moi, beaucoup de personnes sont surtout absorbées par leur téléphone, les réseaux sociaux, les séries ou les plateformes comme Netflix. Du coup, il devient plus difficile d'échanger sur les livres ou de trouver des personnes avec qui partager cette passion. C'est aussi pour cela que j'ai cherché des espaces, notamment en ligne, pour pouvoir discuter avec d'autres lecteurs. ”

Participant 8, enquête BloomTime (femme, 41 ans)

MAGA ou la société post-lettrée qui vient

Cependant, quels qu'eussent été les soubresauts de la pratique de la lecture et les déboires du marché du livre, une chose était jusque-là demeurée incontestable : être lecteur était socialement valorisé. Mais un phénomène récent a radicalement changé la donne : le trumpisme.

Le journaliste du *Times* James Marriott a largement contribué à remettre la question de la littératie au centre du débat dans le monde anglophone. Dans son article au succès retentissant, « The Dawn of the post-literate society³ », il écrit sans détour : « La révolution de l'écran façonnera notre vie politique aussi profondément que la révolution de la lecture du XVIII^e siècle. Privés des connaissances et de l'esprit critique que l'imprimé inculquait, nombre de citoyens des démocraties modernes se retrouvent aussi démunis et crédules que des paysans du Moyen Âge, mus par des appels à l'irrationnel et enclins aux réflexes de foule. Le monde d'après l'imprimé ressemble de plus en plus au monde d'avant l'imprimé⁴. »

L'Amérique MAGA apparaît comme la matérialisation parfaite de toutes les craintes jusqu'alors théoriques sur le tournant politique post-lettré, et pourrait bien être la préfiguration de la société de la post-littératie qui vient⁵.

La seconde élection de Donald Trump a été surnommée la « *podcast election* », tant le soutien de l'écosystème des podcasteurs conservateurs semble avoir joué un rôle décisif dans la campagne. De fait, rappelle la journaliste Rose Horowitz dans

1. Voir Derek Thompson, « Everything is Television – A Theory of Culture and Attention », Substack, 10 octobre 2025. Thompson rapporte à titre d'exemple que, selon les chiffres publiés par le groupe Meta, les utilisateurs de Facebook ne passent que 17 % de leur temps sur la plateforme à consulter les posts de leurs relations (7 % pour les utilisateurs d'Instagram). Par ailleurs, la vidéo représente désormais respectivement 80 % et 90 % du temps passé sur ces deux plateformes. Voir également Farhad Manjoo, « Welcome to the Post-Text Future – State of the Internet », *The New York Times*, 14 février 2018.
2. Voir notamment Nicholas Carr, *The Shallows: What the Internet Is Doing to Our Brains*, New York, W. W. Norton & Company, 2010 [traduction française : *Internet rend-il bête ?*, Paris, Robert Laffont, 2011]. L'ouvrage a presque fondé un genre à part entière : la confession du grand lecteur déchu, constatant sur lui-même l'érosion de sa capacité de concentration.
3. Voir James Marriott, *The Dawn of the post-literate society and the end of civilisation*, Cultural Capital (Substack), 19 septembre 2025.
4. Notre traduction.
5. Il n'y a aucune raison de penser que la société française soit immunisée contre les dynamiques à l'œuvre outre-Atlantique. Voir notamment, dans une publication de la Fondation Jean-Jaurès, le reportage de Jean-Laurent Cassely et David Medioni, « “Je l'ai lu sur Facebook”. Quand l'info disparaît, il reste la rumeur », mené en Bretagne et dans l'Oise, qui documente, dans les zones de retrait de la presse quotidienne régionale, le retour de la rumeur comme mode d'échange de l'information, soit la résurgence, à bas bruit, d'un régime d'oralité informationnelle (*Vers des déserts médiatiques en France. La démocratie peut-elle survivre sans médias ?*, Fondation Jean-Jaurès / Les Relocalisateurs, 18 novembre 2025).

*The Atlantic*¹, les électeurs de Trump s'informent peu par le biais de l'écrit : elle s'appuie notamment sur un sondage d'avril 2024 (Joe Biden était alors encore le candidat démocrate) qui créditait ce dernier d'une avance de 49 points parmi les sondés déclarant s'informer par la presse écrite, quand Trump, à l'inverse, réalisait ses meilleurs scores chez les électeurs déclarant ne suivre aucune actualité politique².

Cette Amérique qui aurait rompu avec la « raison scripturale » serait particulièrement vulnérable aux manipulations et aux élans populistes du leader républicain. Trump lui-même est l'archétype du politique de la post-littérature : de l'aveu même de ses conseillers, le président américain est incapable du niveau d'attention que requiert la lecture d'une note de briefing³.

De fait, le style de communication de Trump présente, trait pour trait, ce que Walter Ong appelait la « psychodynamique de l'oralité⁴ ». Les posts qu'il publie sur sa plateforme Truth Social ne portent aucun des marqueurs habituels de la pensée écrite : la syntaxe y est additive plutôt que subordonnée, et les textes sont généralement constellés de répétitions incantatoires et de majuscules qui semblent transcrire quelque chose comme un cri. Son goût pour la joute verbale et l'invective publique évoque le caractère « agonistique » qu'Ong prête à la parole des cultures orales, où le langage est moins un moyen de description du monde qu'un mode d'action. Il semble, en outre, absolument indifférent au fait de se contredire. Or la contradiction est bien le péché capital pour tout esprit structuré par la fréquentation assidue de l'écrit, qui seul permet de confronter un énoncé à un autre⁵, mais un comportement parfaitement ordinaire dans une culture orale, laquelle se

déploie dans un présent permanent et se déleste sans état d'âme de ce qui ne lui sert plus. Et comme le relève avec malice Horowitch, Trump aime plus que tout désigner ses alliés et adversaires par des épithètes figées (« Sleepy Joe », « Little Marco ») : procédé mnémotechnique dont raffolent les cultures orales (c'est l'« Achille aux pieds légers » ou l'« Ulysse aux mille ruses » d'Homère), mais aussi acte de nomination performatif, la parole orale prêtant volontiers à celui qui nomme un pouvoir sur la chose nommée.

Il faut ici bien mesurer ce que ce tableau a d'inédit. Ong avait bien entrevu que l'âge électronique engendrerait ce qu'il appelait une « oralité secondaire », celle de la radio et de la télévision : une oralité parasitaire de l'écrit, délibérée, planifiée et rédigée avant d'être dite à haute voix. La figure achevée en est l'homme politique prononçant son discours l'œil rivé sur le téléprompteur. Trump marque la sortie de ce régime. Sa parole publique, non scriptée, renoue avec les formes de l'oralité primaire au beau milieu d'un monde saturé de textes. Le coup de génie de Trump est peut-être d'avoir compris que l'Amérique était mûre pour cette parole-là et pour l'entrée définitive dans l'âge politique de la post-littérature.

Qu'est donc en train de perdre au juste l'Amérique, précédant probablement de quelques années le reste du monde occidental ? La question est d'autant plus cruelle qu'aucune nation n'a été à ce point instituée par l'écrit : née d'une déclaration et de la première Constitution écrite de l'histoire moderne, elle continue aujourd'hui encore à trancher ses grands conflits politiques en interprétant un texte vieux de deux siècles et demi. Que se passe-t-il quand le pays, qui s'est à ce point structuré autour de l'écrit, voit s'atrophier les capacités collectives à la lecture profonde ?

1. Voir Rose Horowitch, « The end of reading is here », *The Atlantic*, 8 juillet 2026.

2. Sondage national NBC News conduit du 12 au 16 avril 2024 auprès de 1 000 électeurs inscrits (marge d'erreur : $\pm 3,1$ points), soit avant le retrait de Joe Biden au profit de Kamala Harris. Cité par Rose Horowitch, « The end of reading is here », art. cité, 2026.

3. Reuters, « Embroiled in controversies, Trump seeks boost on foreign trip », dépêche de Steve Holland et Jeff Mason, 17 mai 2017, précédant le premier déplacement du président à l'étranger : des responsables du Conseil de sécurité nationale y décrivent des notes de briefing réduites à une page unique, agrémentées de supports visuels, et la pratique consistant à insérer le nom du président « dans autant de paragraphes que possible, parce qu'il continue à lire s'il y est mentionné ».

4. Voir Walter J. Ong, *Oralité et écriture*, op. cit., 2014.

5. Jack Goody et Ian Watt, « The Consequences of Literacy », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 5, n° 3, avril 1963.

“ C’est une hypocrisie, finalement, d’avoir ce discours sur la disparition du livre – personne ne le veut, c’est une catastrophe du point de vue des politiques et des institutions – tout en investissant de moins en moins et en coupant les budgets de soutien à la chaîne du livre. ”

Françoise Nyssen, éditrice, ancienne directrice des éditions Actes Sud, ancienne ministre de la Culture

Le saccage de la lecture profonde

Les travaux de la neuroscientifique Maryanne Wolf¹ permettent de localiser précisément la lésion : ce que l’environnement médiatique contemporain mettrait à mal ne serait pas tant la lecture en soi que le processus de « lecture profonde² ».

Dans le sillage des travaux de Stanislas Dehaene et Laurent Cohen, Wolf rappelle d’abord que le cerveau lecteur est un artefact : contrairement au langage oral, la lecture ne dispose d’aucun programme génétique, et chaque cerveau doit construire son circuit de toutes pièces, au prix d’un long apprentissage. Or un tel acquis n’étant jamais garanti, il peut s’atrophier. Elle distingue par la suite deux étages dans ce circuit : celui du décodage (la capacité à reconnaître les mots, automatisée très tôt dans la formation du lecteur) et celui des *deep reading processes*, où sont mobilisées les connaissances de fond, les capacités d’inférence et de raisonnement analogique, l’empathie narrative ou encore la capacité à adopter une distance réflexive vis-à-vis du texte. C’est à ce second étage que se situeraient, selon Wolf, les bénéfices cognitifs et sociaux traditionnellement associés à la lecture. On retrouve ainsi, à l’échelle du circuit neuronal, la structure exacte de la définition de Powe : des individus qui savent toujours lire, mais chez qui ce que la lecture avait de structurant a cessé d’être opérant.

La lésion s’observe jusque dans la manière que nous avons de lire aujourd’hui. Contrairement à une intuition répandue, ce n’est pas d’abord l’image qui vient faire concurrence à la lecture profonde, mais plutôt d’autres types de textes, et surtout les manières de lire qui leur sont associées. Face aux écrits qui satureront nos écrans (fils d’actualité, messageries, pages truffées d’hyperliens et de notifications), nous balayons (en Z, en F, en faisant la chasse aux mots-clés) plus que nous ne lisons³. Ce mode de lecture tendrait à devenir notre mode par défaut, y compris lorsque nous revenons au papier et aux textes longs. Qu’est-ce qui nous pousse à survoler, et pourquoi ce survol s’est-il imposé comme régime ordinaire de lecture ? Nous y reviendrons dans la partie suivante.

La réalité clinique est ce qu’elle est : nous sommes d’efficaces décodeurs (sans doute davantage que nos parents et grands-parents), mais en parallèle, notre capacité à nous adonner à la lecture profonde, elle, s’atrophie. On comprend du même coup ce qui distingue la vague actuelle des prophéties déjouées de l’ère télévisuelle : la télévision concurrençait la lecture de l’extérieur, alors que l’érosion contemporaine l’atteint de l’intérieur, puisqu’elle touche au cœur même de notre pratique du texte.

“ Il y a eu de nombreuses périodes où j’ai moins lu, voire très peu. C’est un cumul de manque de temps, de moments propices à la concentration, d’attraction des écrans et de fatigue physique et/ou mentale qui fait se tourner vers d’autres activités. Par exemple, après une journée de travail, il m’arrive souvent de ne plus avoir l’énergie de me concentrer sur un livre, et de préférer quelque chose de plus passif, comme regarder une série ou utiliser mon téléphone. [...] Ce n’est pas forcément un choix, mais plutôt quelque chose qui s’impose avec le quotidien. ”
Participant 19, enquête BloomTime (homme, 34 ans)

1. Maryanne Wolf, *Proust et le calamar*, Angoulême, Abeille et Castor, 2015, pour la formation du circuit de lecture, et surtout *Lecteur, reste avec nous !*, Genève, Rosie & Wolfe, 2023 [éd. orig. : *Reader, Come Home: The Reading Brain in a Digital World*, New York, HarperCollins, 2018], dont ce chapitre s’inspire fortement.
2. En soi, le terme de *deep reading* a été forgé par l’essayiste Sven Birkerts (*The Gutenberg Elegies*, Londres, Faber & Faber, 1994), mais c’est bien Wolf qui, en le reprenant à son compte, lui donne un contenu scientifique.
3. Les patrons de balayage en F ont été documentés par les études d’oculométrie du Nielsen Norman Group ; sur la généralisation du *screen reading* et de la lecture non linéaire, voir les travaux de Ziming Liu (San José State University), que Wolf mobilise dans ses écrits.

Si c'est bien la lecture profonde qui était au fondement du régime cognitif et politique de la littératie, et non la simple habitude de déchiffrer des signes typographiques, il devient possible de comprendre

comment le processus de « détextualisation¹ » a pu être caché par l'inflation continue des textes que nous mettons en circulation et que nous lisons.

1. Nous empruntons le terme à Jac Mullen, qui, dans son excellent blog sur Substack After Literacy, le définit comme « la lente et longue érosion de la cognition fondée sur l'écrit dans une société qui considérait autrefois la lecture comme le point d'ancrage de la mémoire, de l'imagination, du gouvernement et de la vie intérieure ».

Qui veut la peau du lecteur ?

Les « écrans » sont la cause la plus fréquemment évoquée pour expliquer le déclin supposé de la lecture. Mais de quoi exactement sont-ils le nom ? La télévision, qui avait tant inquiété les théoriciens des médias dans la seconde moitié du siècle dernier, ne semble plus être le cœur du problème. Elle est pourtant loin d'être définitivement enterrée : en 2025, sur les 4h14 de vidéos regardées quotidiennement par les Français, 61 % ont transité par la télévision en direct, contre 39 % sous forme de SVoD ou de vidéo en ligne¹.

Mais l'écran du smartphone est d'une tout autre nature que celui du vénérable téléviseur du salon. Connecté, miniaturisé et tactile, il est conçu de sorte à nous accompagner à chaque instant de notre vie éveillée et endormie. Son dessein serait de coloniser tous les interstices de temps de cerveau disponible qui persistent dans notre quotidien accéléré.

Le pouvoir d'envoûtement de ces écrans tient aussi et surtout à la nature des acteurs qui décident de ce qui s'affiche sur leur surface. Car les choses ont radicalement changé depuis l'époque de l'utopie hypertextuelle des années 1990, quand Internet était un espace où l'on pouvait naviguer librement (au risque de s'y perdre). Une économie de l'attention hautement structurée et concurrentielle s'est mise en place en l'espace d'un peu plus de deux décennies ; nous sommes entrés dans l'ère du « capitalisme de surveillance² ». Comme le rappelle le collectif The Friends of Attention (en français, « Les amis de l'attention ») dans son manifeste *Attensité*³ : « Les cinq plus grandes firmes de la planète, évaluées chacune à plus de 2 000 milliards de dollars, partagent

le même corps de métier : la capture et la monétisation de l'attention. »

Avec le temps, les opérateurs du marché de l'attention ont su raffiner leurs techniques pour exploiter jusqu'aux plus infimes gisements attentionnels, à la manière des industries fossiles qui ont développé le procédé du *fracking* pour extraire les hydrocarbures difficilement accessibles. Par analogie, les Friends of Attention désignent l'état actuel de l'économie de l'attention par l'expression de « fracturation humaine⁴ ».

Les réseaux sociaux et plateformes de diffusion de contenus (que la langue anglaise rassemble sous la bannière des *social media*) sont passés maîtres dans la maximisation du rendement attentionnel. Dans la plupart des cas, ce sont d'ailleurs eux et les techniques de captologie qu'ils emploient que nous désignons par le terme d'« écrans », au point que ce dernier tient presque lieu de synecdoque. Leurs filets algorithmiques sont conçus pour optimiser l'engagement et la rétention de l'utilisateur en jouant la carte de l'hyperpersonnalisation. Leurs concepteurs ont sciemment exploité nos vulnérabilités cognitives en déployant une vaste ingénierie de l'addiction, à grands coups de bouton « J'aime », de notifications incessantes, de défilement infini et de « tirer pour rafraîchir » (*pull-to-refresh*).

Mais si, comme nous en avons formulé l'hypothèse, ce qui se joue est bien une bascule profonde qui affecte la littérature comme régime cognitif et collectif, il est peu probable que « les écrans » aient réellement pu provoquer à eux seuls un mouvement de cette magnitude en une quinzaine d'années. Et quand bien

1. « L'année TV/Vidéo », Médiamétrie, 2025. Il s'agit de données d'audimétrie, à ne pas rapprocher des durées déclaratives dans les baromètres CNL ou Crédoc : la mesure passive intègre le visionnage d'arrière-plan que l'auto-déclaration minore.

2. Voir Shoshana Zuboff, *L'âge du capitalisme de surveillance*, Paris, Zulma, 2020.

3. The Friends of Attention, *Attensité ! Manifeste du Mouvement de libération de l'attention*, Paris, La Découverte, 2026.

4. *Ibid.* Le manifeste transpose à l'attention la fracturation hydraulique : une extraction qui ne tire de valeur de son gisement qu'en fragmentant le milieu dont elle l'extrait.

même ce serait le cas, encore faudrait-il expliquer comment les « écrans » ont trouvé dans nos vies et dans nos sociétés un terrain aussi fertile. Car il reste qu'aucune épidémie ne s'explique par la seule contagiosité d'un agent pathogène¹.

“

J'aime être seule dans ma lecture, prendre un livre sans forcément savoir s'il est populaire ou recommandé, me faire ma propre opinion au fil des pages. Aujourd'hui, avec les algorithmes, on nous propose toujours des choses similaires à ce qu'on a déjà aimé, et j'ai parfois l'impression qu'on perd en liberté. Dans la lecture, j'aime justement garder cette autonomie, ne pas dépendre d'un algorithme qui déciderait à ma place de ce que je dois lire ou aimer. ”

Participant 23, enquête BloomTime (femme, 30 ans)

Dans les pages qui suivent, nous ne chercherons donc pas un principe explicatif unique. Nous passerons au crible les causes environnementales multiples qui, s'ajoutant les unes aux autres et se renforçant mutuellement, finissent par modifier en profondeur notre climat attentionnel.

Obsolescence de l'écriture

Une possibilité est rarement envisagée de manière explicite : l'obsolescence de l'écriture en tant que technologie. L'écriture n'a pas été inventée à Uruk, en Mésopotamie, vers 3300 avant notre ère pour coucher sur tablette d'argile les œuvres littéraires populaires de l'époque, permettre à des citoyens

d'objectiver leur pensée, développer leur esprit critique ou servir de fondation à la délibération publique. Elle sert à l'origine à tenir des registres ; on exagère à peine en la présentant comme un sous-produit de la comptabilité².

Les fonctions primaires de l'écriture

Considérons les fonctions primaires de l'écriture : le stockage d'information (ou externalisation de la mémoire, inventaires, archives, etc.), la fixation normative et contractuelle (contrats, lois, etc.), la transmission de messages à distance (lettres, ordres, etc.) et l'authentification (signatures, sceaux, actes notariés, etc.). Il est manifeste que sur tous ces points, les technologies numériques font mieux, plus vite et moins cher.

Dans son essai (non traduit en français) *Does Writing have a future*, le philosophe et théoricien des médias Vilém Flusser prend, dès 1987, cette éventualité au sérieux : « L'écriture, au sens d'un alignement de lettres et d'autres signes les uns à la suite des autres, semble n'avoir que peu ou pas d'avenir. L'information se transmet désormais plus efficacement par d'autres codes que ceux des signes écrits. Ce qui s'écrivait autrefois peut aujourd'hui être porté plus efficacement par des bandes magnétiques, des disques, des films, des cassettes vidéo, des vidéodisques ou des disques informatiques, et bien des choses qui jusqu'ici ne pouvaient pas s'écrire peuvent être consignées dans ces nouveaux codes. [...] Si nous perdions l'écriture, disons-nous, nous perdriions tout ce que nous devons à des hommes tels qu'Homère, Aristote et Goethe, pour ne rien dire de la Bible. Mais qu'est-ce qui nous assure, au fond, que ces grands écrivains, y compris l'Auteur de la Bible, n'auraient pas préféré parler dans un microphone ou se filmer³ ? »

1. Voir notamment Patrick Boucheron, *Peste noire*, Paris, Seuil, 2026.

2. Voir notamment Denise Schmandt-Besserat, *How Writing Came About*, Austin, University of Texas Press, 1996. Les plus anciennes tablettes d'Uruk sont dans leur écrasante majorité des documents administratifs – inventaires, rations, gestion des temples ; l'écriture dérive des *calculi*, jetons comptables d'argile progressivement imprimés puis dessinés sur tablette.

3. Vilém Flusser, *Die Schrift. Hat Schreiben Zukunft ?*, Göttingen, Imatrix Publications, 1987 ; traduction anglaise par Nancy Ann Roth : *Does Writing Have a Future?*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2011. Inédit en français ; nous traduisons d'après la version anglaise.

Le grand détournement

Tout le problème découle du fait que le régime de la littératie n'est qu'un détournement tardif de l'usage de l'écrit, fruit de luttes politiques et sociales inscrites dans l'histoire longue, et qui ont progressivement privé les élites et classes dirigeantes de leur monopole. Les capacités de raisonnement abstrait, le sujet délibératif, l'augmentation des prédispositions à l'empathie sont des bénéfices dérivés de l'écriture.

En prolongeant les réflexions de Flusser à l'aune de l'avènement des IA génératives, il n'est pas impossible que ces dernières constituent l'ultime clou dans le cercueil de la littératie, telle qu'on l'entendait depuis le début des temps modernes. Comme leur nom l'indique, les *large language models* (LLM) sont des entités purement textuelles, dont la connaissance du monde repose intégralement sur l'ingestion (soit dit en passant, au mépris de tout droit d'auteur) de peu ou prou tout ce que l'humanité a pu produire d'écrits¹ au fil des siècles. Les IA génératives consacrent en un sens les mots comme modalité absolue d'appréhension des choses. Mais elles nous dispensent dans le même temps de fréquenter un texte en nous offrant la possibilité d'interagir avec lui de manière indirecte, sur le mode de la conversation.

S'il est désormais envisageable de discuter avec un livre et d'accéder facilement aux informations que nous jugeons pertinentes, à quoi sert-il encore de recourir à l'exercice fastidieux de la lecture profonde ? S'il avait disposé d'une technologie de ce genre, peut-être Platon, qui reprochait précisément dans le *Phèdre* aux textes de garder « un silence plein de majesté » quand on leur pose des questions², aurait-il préféré configurer un agent conversationnel plutôt que d'écrire des dialogues³ ?

Quelles en seraient les répercussions ? Certains y voient, *a minima*, une transformation de grande ampleur dans l'enseignement des humanités, à l'instar du professeur d'histoire à Princeton Graham Burnett (et accessoirement membre du collectif des Friends of Attention), qui anticipe la disparition de certains types de publications académiques, comme les monographies à horizon de cinq ans⁴. D'autres, comme l'essayiste Jac Mullen, vont plus loin encore, et décèlent dans l'avènement de l'IA une révolution du même ordre que l'invention de l'écriture il y a 5 000 ans : « De même que l'écriture avait externalisé la mémoire, l'IA externalise l'attention⁵. » Si, comme le soutient Maryanne Wolf, c'est la lecture profonde qui a en grande partie façonné notre régime cognitif, alors, dans un monde où la cognition s'opère au moins en partie hors du cerveau humain, la perte de centralité de l'écrit a toutes les chances d'être encore plus marquée que dans les premières décennies de la révolution numérique.

Le prix du temps : l'accélération contre la culture écrite

Si la lecture profonde se perd, l'une des causes environnementales est peut-être à chercher du côté de notre quotidien, dont le rythme serait devenu incompatible avec elle. En 2008, 62 % des salariés français préféraient gagner plus d'argent au prix de leur temps libre ; quatorze ans plus tard, la proportion s'est renversée : 61 % préfèrent

1. C'est d'ailleurs cette condition textuelle qui fonde la critique de l'un des pionniers du *machine learning*, Yann LeCun, qui y voit une limite indépassable et défend une voie alternative pour le développement de l'IA, les *world models*. Voir par exemple Apolline Guillot, « Les "world models", nouvelle obsession de Yann LeCun, pionnier français de l'IA », *Philosophie Magazine*, n° 196, février 2026.
2. Voir Platon, *Phèdre*, 275d-275e, Paris, GF-Flammarion, 1989.
3. L'économiste américain Tyler Cowen a publié en 2023 ce qu'il présente comme le premier « livre génératif » : *GOAT: Who is the Greatest Economist of All Time and Why Does it Matter?* (econoat.ai, octobre 2023, en accès libre), un manuscrit de 100 000 mots conçu pour être interrogé par le biais d'une IA conversationnelle plutôt que lu de la première à la dernière page. Si le texte demeure, téléchargeable, sa lecture, elle, devient optionnelle. Cowen théorise sa démarche : « Je pense que c'est l'avenir de l'éducation : l'idée que l'étudiant peut parler au livre quand le professeur n'est pas là » (notre traduction, propos recueillis dans « Tyler Cowen publishes generative book », College of Humanities and Social Sciences, George Mason University, février 2024).
4. Voir D. Graham Burnett, « Will the Humanities Survive Artificial Intelligence? », *The New Yorker*, 26 avril 2025 (notre traduction).
5. Voir Jac Mullen, « The Loom and the Weavers », *After Literacy* (Substack), 25 juin 2025.

gagner moins pour disposer de plus de temps¹. En d'autres termes, le temps a supplanté l'argent au rang de ressource perçue comme rare, et ce alors même que le volume de temps libre des Français n'a cessé de croître sur le demi-siècle écoulé. Ce paradoxe pointe vers une deuxième cause, qui tient moins à ce que le numérique fait mieux que l'écrit qu'à ce que notre régime temporel fait subir à tout ce qui se déploie dans la lenteur.

Lenteur et profondeur

Le sociologue allemand Hartmut Rosa décrit la modernité tardive comme une société à « stabilisation dynamique » : elle ne peut maintenir son état (ses institutions, ses positions, ses équilibres) qu'en accélérant, en produisant toujours plus de croissance, d'innovation et d'« épisodes d'action par unité de temps² ». Dans un tel régime, la valeur d'une pratique se mesure d'abord du point de vue de son rendement temporel.

Or la lecture profonde est précisément une pratique qu'on ne saurait soumettre à la logique d'accélération sans la dissoudre : on peut décoder plus vite, mais on ne peut pas lire profondément plus vite. Maryanne Wolf le rappelle : les processus qui la constituent ont besoin de temps pour se déployer, et elle nomme « patience cognitive » cette tolérance au délai que la lecture profonde exige et que l'environnement numérique contribue à nous faire désapprendre³. Les effets qui caractérisent le régime lettré (empathie récursive, abstraction, intériorité) sont indexés sur la durée, et ont davantage à voir avec l'exercice qu'avec l'information décodée.

L'accélération opère ici un renversement comptable : le temps que la lecture implique (qui était la source

même de ses bénéfices) est requalifié en coût, c'est-à-dire en ce qu'il faut optimiser, contourner, voire déléguer. La preuve de l'inadaptation de la lecture aux rythmes de vie actuels se trouve, par exemple, dans le succès du format du livre audio⁴, qui permet au « lecteur » de faire autre chose pendant qu'il « lit », comme faire la vaisselle ou du sport (une plateforme comme Koober promet d'accéder à la substantifique moelle des « livres qu'il faut avoir lus » en moins de vingt minutes). Le développement du *skimming* et du décodage rapide évoqué plus haut est aussi le produit de cette pression temporelle accrue.

Or, chez Rosa, la lecture compte parmi les expériences paradigmatiques de la « résonance » : une relation au monde qui suppose qu'on s'y rende disponible sans pouvoir en garantir le résultat. Les dispositifs qui l'évincent promettent exactement l'inverse : un monde intégralement disponible, à la demande et sans latence aucune. Mais un monde rendu totalement disponible cesse de nous répondre : c'est la définition même, pour Rosa, de l'aliénation (et accessoirement, une description assez exacte du défilement infini).

“ Moi, quand j'ai fait mes études, j'ai eu ce privilège : j'habitais chez mes parents, je n'avais pas de frais, j'ai pu faire toutes mes études en ayant du temps que pour lire. La plupart de mes étudiants ont un boulot et plein de raisons de stresser. Et là, c'est vraiment le régime, pas le régime du livre, pas le régime du téléphone, mais le régime du capitalisme super-compétitif qu'on appelle néolibéralisme. Il y a une pression qui rend héroïque de pouvoir passer quinze jours à lire la *Phénoménologie de l'esprit* du début à la fin. ”

Yves Citton, professeur de littérature et média à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

1. Flora Baumlín et Romain Bendauid, « *Je t'aime, moi non plus* » : les ambivalences du nouveau rapport au travail, Fondation Jean-Jaurès, 23 janvier 2023. Le chiffre provient d'une enquête Ifop pour Solutions solidaires, réalisée les 20 et 21 septembre 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 1 011 Français âgés de 18 ans et plus. La préférence pour le temps est plus marquée encore chez les femmes (64 %) et les catégories supérieures (72 %).
2. Hartmut Rosa, *Accélération. Une critique sociale du temps*, Paris, La Découverte, 2010 ; *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, Paris, La Découverte, 2018. Chez Rosa, l'accélération technique n'est qu'une des trois sphères du phénomène (avec l'accélération du changement social et celle du rythme de vie), prises dans une boucle dont le moteur est la compétition.
3. Maryanne Wolf, *Proust et le calamar*, op. cit., 2015.
4. En mai 2026, Audible (Amazon) a ouvert à New York, dans le Lower East Side, un espace éphémère présenté comme la première « librairie sans livres » (*bookless bookstore*), entièrement consacré à l'écoute (AFP, mai 2026). Selon l'Audio Publishers Association, les ventes de livres audio ont atteint 2,22 milliards de dollars aux États-Unis en 2024, un quasi-doublement en cinq ans. En France, environ 6,8 millions de personnes, soit 13 % de la population, ont écouté au moins un livre audio (baromètre SOFIA/SNE/SGDL, 2024), et le format représente désormais plus de 10 % du marché numérique du livre selon le Syndicat national de l'édition (SNE).

“ La lecture demande des conditions de possibilité : qu'on puisse consacrer du temps, de l'attention. Dans des contextes où on est sollicités, où il y a une porosité croissante entre la vie professionnelle et la vie personnelle, où on a des mails qui nous arrivent toute la journée, le temps qu'on garde pour soi se rétrécit. Ce qui me dérange dans les discours déclinistes, c'est une sorte de culpabilisation sous-jacente qui dirait que les gens ne font pas beaucoup d'efforts, qu'ils cèdent à la facilité. ”

Cécile Barth-Rabot, professeure des universités en sociologie, responsable du master métiers du livre et de l'édition, Université Paris Nanterre

“ Aujourd'hui, j'ai vraiment l'impression qu'il faut choisir entre deux manières d'occuper son temps. Soit on accepte de se couper un peu, de se mettre dans sa bulle, de se déconnecter pour lire tranquillement, soit on reste dans le flux permanent des notifications, des réseaux sociaux, des séries... et dans ce cas-là, il devient beaucoup plus difficile de lire. Pour moi, lire demande un choix volontaire de ralentir et de s'isoler un peu. ”

Participant 8, enquête BloomTime (femme, 41 ans)

La fabrique du décrochage

Cette logique règne jusque dans l'institution chargée de transmettre la culture écrite. Depuis la rentrée 2020, les évaluations nationales de sixième comportent un test de « fluence » : le nombre de mots correctement lus à voix haute en une minute, rapporté à un seuil de 120 mots. Il est possible que l'instrument ait son utilité, en aidant à repérer les difficultés de décodage

(ses résultats sont d'ailleurs préoccupants). Mais son statut d'indicateur dominant dit quelque chose d'autre : l'école mesure la lecture là où elle est chronométrable, avant même de se poser la question de la compréhension ou du sens de ce qui est lu. Or la fréquentation intellectuelle et affective d'un texte est précisément ce qui échappe au chronomètre.

Ce rapport instrumental au texte n'est pas né avec les tableaux de bord et les mesures de fluence. Dès 1999, l'enquête de Christian Baudelot, Marie Cartier et Christine Détrez, *Et pourtant ils lisent...*, documentait le décrochage massif des années collège : c'est au moment où la lecture devient un objet d'évaluation, sous les impératifs du bac de français et des lectures exigeantes qu'il prescrit, que les adolescents cessent le plus nettement de lire pour eux-mêmes¹. Cela n'est probablement pas dû au hasard. On remarque que, près d'une décennie avant l'arrivée du smartphone, l'école fabriquait déjà du décrochage sans le concours des écrans ; il lui a suffi pour cela de réduire la lecture, et notamment la lecture pour le plaisir, au seul cadre de la compétition scolaire. La pédagogie de l'extrait, enfin, poursuit le même mouvement de fragmentation en découpant l'œuvre en unités compatibles avec l'heure de cours et le sujet d'examen².

Dissipons d'avance tout malentendu. Ce n'est pas l'exigence scolaire qui menace la lecture, bien au contraire. L'école demeure à peu près le seul lieu où la collectivité institue encore, pour tous et à heures fixes, du temps (relativement) long consacré aux textes. Ce que la logique de l'accélération corrompt tient plutôt à la traduction de la pratique en instrument de mesure et de compétition. L'école n'éloigne donc pas de la lecture en la rendant difficile, elle en éloigne dès lors que lire ne vaut plus pour soi-même, mais pour la pondération que la lecture de tel ou tel texte représente dans l'algorithme de Parcoursup³.

1. Christian Baudelot, Marie Cartier et Christine Détrez, *Et pourtant ils lisent...*, Paris, Seuil, 1999 (enquête longitudinale auprès de 1 200 élèves suivis de la troisième à la terminale). L'enquête établit aussi qu'on peut être bon élève et ne pas aimer lire : le décrochage relève du rapport au texte, non du niveau. Voir également Christian Baudelot et Marie Cartier, « Lire au collège et au lycée : de la foi du charbonnier à une pratique sans croyance », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 123, juin 1998, pp. 25-44, où les auteurs jugent que le lycée « renonce à s'adresser à tous et entérine la séparation des itinéraires de lecture ».
2. Sur la position assiégée des enseignants de français, entre développement du goût de lire et transmission du patrimoine, voir Danièle Manesse et Isabelle Grellet, *La littérature du collège*, Paris, Nathan, 1994.
3. En toute rigueur, la plateforme ne pondère rien elle-même : le classement des candidatures relève des commissions d'examen des vœux de chaque formation et de leurs outils de calcul propres, ces « algorithmes locaux », dont la Cour des comptes et le Défenseur des droits ont souligné l'opacité, et où les notes des épreuves anticipées de français comptent parmi les variables d'ajustement.

« Ce qui rebute, ce n'est pas tant la lecture que l'objet livre en soi. Et quand on creuse, c'est en général à partir du collège que ça commence vraiment à dégoûter. À partir du moment où ça devient une contrainte pour l'école, quelque chose d'obligatoire, le plaisir s'en trouve naturellement diminué. Si on prend des gens qui bossent quarante-cinq heures avec un cheval toute la semaine – est-ce que le week-end, ils vont passer leur week-end à faire du cheval ? »

Mehdi El Afani, directeur général délégué du Festival et du Prix des littératures urbaines

“ À l'école, on nous demande de lire des œuvres qui ne correspondent pas forcément à nos goûts. Cela peut être intéressant, mais aussi décourageant. À force de devoir lire par obligation, on peut finir par associer la lecture à quelque chose de contraignant, voire de rébarbatif. Avec le temps, cela peut donner l'impression que lire n'est plus un choix mais une tâche à accomplir, avec des attentes précises, comme comprendre certains éléments ou répondre à des questions. Cela change complètement la manière dont on aborde les livres, et peut même faire perdre l'envie de lire en dehors du cadre scolaire. ”

Participant 15, enquête BloomTime (homme, 37 ans)

La gentrification de la lecture

La pression temporelle ne pèse pas sur tous de la même façon. Pour le plus grand nombre, elle fait de la lecture une corvée qu'on abandonne dès que l'école cesse de l'imposer ; pour une minorité qui dispose de temps et d'aisance avec l'écrit, elle en fait un privilège de plus. Dans ces conditions, la lecture profonde risque de devenir l'apanage d'une élite toujours plus restreinte.

Les enfants qui naissent dans une famille où la pratique de la lecture est instituée comme une activité quotidienne valorisée et où les livres sont accessibles en abondance en viennent à cultiver ce qu'on pourrait appeler, en empruntant à Pierre Bourdieu son concept central¹, un *habitus* de la littératie.

Lecture(s) de classe

Le rôle de cet *habitus* dans le rapport au livre et à la lecture dite « lettrée » (c'est-à-dire, pour reprendre l'expression de Gérard Mauger et Claude Poliak, de la « lecture esthète² » consistant à « lire pour lire ») est déterminant, comme l'ont démontré dès les années 1980 les travaux en sciences humaines et sociales³. Cette tradition est documentée par Cécile Barth-Rabot⁴ : la lecture est, par définition, « classante, à l'instar des autres pratiques culturelles », c'est-à-dire que sa légitimité vient non pas de sa pratique, mais des goûts, des hiérarchies et des préférences définies par les détenteurs de la culture légitime⁵. Même les bibliothèques, auxquelles Barth-Rabot a consacré un livre en 2015⁶, vecteurs de la

1. Sur l'*habitus* dans l'art, voir la postface de Bourdieu à Erwin Panofsky, *Architecture gothique et pensée scolastique*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1967, puis Pierre Bourdieu, *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Précédé de *Trois études d'ethnologie kabyle*, Genève, Librairie Droz, 1972.
2. Gérard Mauger et Claude Poliak, « Les usages sociaux de la lecture » dans Pierre Bourdieu (dir.), *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 123, juin 1998, pp. 3-24.
3. Voir l'enquête ethnographique menée au Piedmont américain en 1983 (Shirley Brice Heath, *Ways with Words: Language, Life, and Work in Communities and Classrooms*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983).
4. Cécile Barth-Rabot, *La lecture. Valeur et déterminants d'une pratique*, Paris, Armand Colin, 2023.
5. Voir Claude Poissenot, *Sociologie de la lecture*, Paris, Armand Colin, 2019, où est expliquée la double boucle de rétroaction : la position sociale détermine un investissement différencié dans la lecture, qui fabrique en retour de l'inégalité sociale.
6. Cécile Barth-Rabot, *La construction de la visibilité littéraire en bibliothèque*, Villeurbanne, Presses de l'Enssib, 2015.

politique de massification et de l'institutionnalisation de la lecture et du livre, participent moins à la découverte d'ouvrages et à la diversité des lectures qu'à la médiation d'un goût légitime et à la fabrication de valeurs littéraires. L'acte même de pénétrer dans une librairie, institution culturelle comme telle soumise à une barrière à l'entrée¹, demeure un geste chargé socialement et symboliquement².

Cette inégalité de transmission a été établie par le sociologue Bernard Lahire dans son enquête sur l'échec scolaire à l'école primaire³. Reprenant la distinction de l'anthropologue Jack Goody entre cultures orales et cultures écrites⁴, Lahire montre que l'institution scolaire impose aux enfants un rapport au langage et au monde qu'il qualifie de « scriptural », impliquant une mise à distance et une réflexivité vis-à-vis du texte, quand bien même cet apprentissage se ferait en réalité par le biais d'un échange oral en classe. Les enfants de milieux populaires, socialisés à des formes sociales orales, où le langage resterait attaché à l'action immédiate et à la situation vécue, se trouvent ainsi confrontés à une exigence tacite qui n'est énoncée nulle part dans les programmes, mais qui conditionne pourtant la réussite scolaire dès le CP. L'échec scolaire n'est donc pas tant, chez Lahire, la conséquence d'un déficit culturel des familles populaires ou des barrières à l'entrée des lieux culturels, que la production d'un rapport de force silencieux entre deux régimes du rapport au langage, l'école validant celui qu'ont déjà pratiqué de longue date les enfants de milieux favorisés.

L'inégalité ne se loge ainsi pas dans l'accès matériel au livre, mais dans la reconnaissance ou non, dès la petite enfance, d'un mode de rapport au texte qui deviendra la norme implicite de toute évaluation ultérieure, d'abord scolaire, puis sociale.

“ Au début, on appelait ça la littérature beur, la littérature immigrée ; on disait de ces gens-là qu'ils avaient du mal à rentrer dans la fiction, que tout ce qu'ils pouvaient faire, c'était raconter leur vie. Pour eux, le droit à la fiction n'existe pas. ”

Mehdi El Afani, directeur général délégué du Festival et du Prix des littératures urbaines

“ Je suis inscrite à la bibliothèque de ma commune, principalement parce que le prix des livres est assez élevé. Un livre broché coûte environ 22 euros, ce qui représente un certain budget si l'on lit régulièrement. Du coup, j'essaie de trouver des alternatives, et j'avoue en acheter aussi chez Emmaüs, où ils sont beaucoup plus accessibles. Ça me permet de continuer à lire sans me restreindre. ”

Participant 22, enquête BloomTime (femme, 74 ans)

Vers la littératie ostentatoire ?

Il reste que la pratique de la lecture décroît désormais dans tous les milieux sociaux, y compris chez ceux qui comptaient parmi ces grands lecteurs, locomotives du secteur du livre et de la permanence symbolique et matérielle de la culture de l'écrit. Le baromètre 2025 de la lecture du CNL montre un effondrement du volume de lecture chez les CSP+ (-9 livres en deux ans), qui les fait converger avec les CSP- (17 livres chacun), bien qu'un écart résiduel demeure dans la part de grands lecteurs (29 % contre 22 %) dans chacune de ces catégories, suggérant que la pratique assidue se resserre sur un noyau plus étroit, y compris à l'intérieur des catégories favorisées.

1 Voir Edmond Goblot, *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne*, Paris, Presses universitaires de France, 2010 [1925].

2 Voir Pierre Bourdieu et Alain Darbel, *L'amour de l'art*, Paris, Minuit, 1966, pour les institutions culturelles comme reproduisant les inégalités d'appropriation. Plus récemment, dans l'enquête Ipsos pour Pass Culture (décembre 2025), 52 % des 15-21 ans se disent « éloignés des lieux culturels », et il est rapporté un sentiment d'illégitimité à se rendre dans certains lieux, en particulier les offres jugées institutionnelles.

3. Bernard Lahire, *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de l'« échec scolaire » à l'école primaire*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1993. Tiré de sa thèse soutenue en 1990.

4. Jack Goody et Ian Watt, « The Consequences of Literacy », *Comparative Studies in Society and History*, op. cit.

Ceci est valable dans toutes les classes d'âge : à rebours des idées reçues sur les « jeunes qui ne lisent plus », les 50-64 ans sont la classe d'âge où le recul est le plus net.

Autrement dit, la lecture ne serait plus seulement l'apanage d'une élite, mais d'une élite à l'intérieur d'une élite, suivant la logique de la gentrification.

Le livre, donc, devient un produit de luxe comme un autre, et pas seulement en raison de son prix (autour de 20 euros pour un grand format), que beaucoup jugent rédhibitoire dans un contexte d'effondrement du pouvoir d'achat¹. Dans l'ordre des représentations, on ne compte plus les manières par lesquelles l'objet-livre est mis en scène comme un signe d'appartenance. Les volumes de la collection de la « Blanche » Gallimard se retrouvent ainsi dans nombre de clichés d'influenceurs mode, abandonnés négligemment à côté d'un sac ou d'une paire de lunettes dans un décor paradisiaque, sans que le nom sur la couverture ou le contenu du livre ne soient offerts au regard du spectateur autrement que comme un logo².

Or la littératie ne produit ses effets politiques que si elle est massifiée. L'accroissement des inégalités face à la lecture et la gentrification d'une pratique perçue comme ostentatoire nous font courir le risque de retourner à ce que Jack Goody appelait la « littératie restreinte », à savoir la configuration dans laquelle l'écrit occupe une place centrale, mais dont la pratique se cantonne au sein d'une élite lettrée.

À une différence près : la littératie restreinte des sociétés anciennes l'était par le coût de l'accès (écritures difficiles, textes rares, écoles fermées, etc.), tandis que la nôtre le serait par la raréfaction de

l'exercice dans un environnement qui a rendu l'accès théoriquement universel, socialement prestigieux et esthétiquement valorisant, mais insoutenable en pratique. Un monde où les textes sont infiniment disponibles, mais où l'immense majorité perd la capacité de les éprouver en profondeur³.

“

Exhiber mes lectures en ligne ? Ce serait chercher à prouver aux autres quelque chose qui m'appartient. Letterboxd⁴ m'énerve, par exemple, alors je n'irai pas chercher un équivalent. La seule chose qui m'attriste, c'est de ne pas posséder la version physique de certains livres (lus en bibliothèque, en numérique, prêtés...), car c'est l'objet qui m'aide à quantifier intimement. ”

Participant 14, enquête BloomTime (homme, 23 ans)

Le livre, enceinte attentionnelle

Ces réflexions nous invitent à remettre la place du livre en perspective au sein de l'infrastructure qui sous-tend la littératie. Notre mouvement initial, dès l'introduction de ce rapport, avait consisté à dissocier la pratique de la lecture de l'objet livre sur lequel on avait trop tendance à le rabattre. Il s'agit maintenant de le réhabiliter, non plus comme fétiche d'une culture bourgeoise ou comme relique d'un passé idéalisé que l'on continuerait à chérir pour le grain ou l'odeur de son papier, mais plutôt comme enceinte attentionnelle.

1. Nous n'aborderons pas ici le sujet épineux du livre d'occasion, sur lequel se replie de manière croissante les lecteurs. Ce marché, dont la part dans les achats de livres imprimés est passée de 13 % en 2011 à 21 % en 2026 en volume (et de 3,7 % à 9,6 % en valeur) selon le ministère de la Culture, est aujourd'hui vu comme une prédation opérée par quelques plateformes, dont Amazon, face à un secteur du livre en berne. La proposition d'une taxe sur les transactions est défendue notamment par le SNE et le Conseil permanent des écrivains. Un mécanisme en ce sens a été examiné par le Conseil d'État en juin 2025 sans déboucher, à ce jour, sur une traduction législative.

2. Dans son rapport pour la Fondation Jean-Jaurès *Zara Home et Gallimard : la littérature en trompe-l'œil* (2025), l'anthropologue Valérie de Mazières observe à propos des livres Gallimard placés entre les meubles et les objets de la consommation de masse manufacturés dans des conditions discutables : « devenus objets décoratifs, ils répondent à un besoin de distinction sociale et enferment le consommateur dans une logique de consommation culturelle formée par des représentations ».

3. Jack Goody, « Introduction » dans Jack Goody (dir.), *Literacy in Traditional Societies*, Cambridge, Cambridge University Press, 1968, non traduit en français.

4. Letterboxd : plateforme sociale de notation et de recension de films, où les visionnages de chaque utilisateur sont consignés, notés et rendus publics. Ses équivalents dans le domaine du livre sont Goodreads ou Babelio.

Car le livre a une qualité devenue rare : il ne fait absolument rien de notre attention. À travers lui, nul algorithme ne surveille ni n'analyse nos comportements, personne ne mesure le temps passé sur chaque page pour en optimiser le contenu. Le livre apparaît comme un espace clos où notre attention n'est ni exploitée ni optimisée, et donc non marchandisable¹.

Pour l'historien de la lecture Roger Chartier, le livre n'est pas un simple contenant : il organise la lecture en vertu de sa forme même. Dans le codex (l'objet constitué de feuilles reliées, standard depuis quelques siècles), chaque fragment est matériellement rapporté à une totalité identifiable, là où l'écran donne à lire un monde de fragments juxtaposés et indéfiniment recomposables².

Les études expérimentales tendent à le confirmer. Sur un même récit fictionnel, à compréhension égale, les lecteurs de la version imprimée reconstituent mieux la chronologie des événements que les lecteurs sur liseuse. Tout se passe comme si l'épaisseur du volume, les pages tournées et la progression palpable dans la main fournissaient au lecteur une carte mentale du texte que l'écran ne procure pas³. Par ailleurs, en agrégeant les dizaines d'études qui ont comparé la compréhension d'un même texte, on voit apparaître un nouveau gradient : l'écart est nul ou presque sur des textes simples, mais il se creuse avec leur degré de complexité⁴. Le livre n'est pas le lieu unique du déploiement de la littératie, mais il est certainement l'enceinte où ce déploiement atteint son efficacité optimale.

Si le livre est capable d'éveiller en nous un certain type d'attention en tant que lecteur, c'est peut-être aussi parce qu'il porte la marque de l'attention

de tous les acteurs de la chaîne – auteur, éditeur, correcteur, traducteur ou encore libraire – qui ont travaillé à sa production. Dans l'entretien que nous avons mené avec lui, Yves Citton a employé l'expression d'« attention sédimentée⁵ » : un signal déterminant adressé au lecteur potentiel dans un contexte d'inflation scripturale que les IA contribuent déjà à aggraver. Car si personne n'a pris la peine d'écrire un texte, de l'éditer, de le publier, de le distribuer, de le critiquer, pourquoi devrait-on prendre la peine de le lire ?

Le livre ne doit pas être sauvé en tant qu'objet totem, mais en tant que support d'un certain rapport entre le texte et l'attention humaine. C'est un artefact technologique à contretemps mais, du point de vue des possibilités de résonance qu'il offre, il semble aujourd'hui difficilement dépassable.

“ Le livre, c'est paradoxalement “l'écran” qui coûte le moins cher, qui n'a pas besoin d'être chargé, qui ne périmé pas. Quand tu y penses technologiquement, c'est fort : on n'a pas fait mieux, finalement. ”
Martin Boujol, influenceur littéraire et auteur

“ Lorsque je prends un livre, je commence par le regarder. Couverture, dos, première et dernière page. Pourquoi ? Aucune idée. Peut-être pour me l'approprier, vu que je vais passer un peu de temps avec lui... [...] J'ai besoin de créer un cocon pour lire. Une fois dans ma bulle, je me plonge dans mon livre et il devient très difficile de m'en extraire. ”
Participant 12, enquête BloomTime (homme, 54 ans)

1. Yves Citton, Sandra Laugier et Yann Moulier Boutang, « Support papier et liberté. Pourquoi sauver le soldat papier dans la guerre numérique ? », *Multitudes*, n° 100, 2025.
2. Voir Roger Chartier, « L'avenir numérique du livre », *Le Monde*, 26 octobre 2009 ; voir aussi « Du codex à l'écran : les trajectoires de l'écrit », *Solaris*, n° 1, 1994.
3. Anne Mangen, Gérard Olivier et Jean-Luc Velay, « Comparing Comprehension of a Long Text Read in Print Book and on Kindle », *Frontiers in Psychology*, vol. 10, 2019.
4. Pablo Delgado et al., « Don't throw away your printed books: A meta-analysis on the effects of reading media on reading comprehension », *Educational Research Review*, vol. 25, novembre 2018 ; déclaration de Stavanger, réseau E-READ, 2019. L'avantage de l'imprimé concerne les textes exigeants, non les récits, et s'accroît au fil du temps au lieu de se résorber avec les générations dites « natives ». La Suède, pionnière du tout-numérique scolaire, réintroduit les manuels papier depuis 2023.
5. Entretien avec Yves Citton conduit par les auteurs, 30 mars 2026.

La perte de centralité de l'écrit dans notre vie individuelle et collective, on vient de le voir, tient à des facteurs environnementaux multiples qu'aucune mesure isolée ne saurait renverser. La question proprement politique devient alors celle-ci : les fonctions primaires de l'écrit étant de plus en plus assurées par d'autres moyens, la collectivité est-elle prête

à continuer d'assumer la charge (considérable) que représentent, à chaque génération, la transmission et le maintien de la littératie – principalement par l'école et les politiques culturelles – pour ses seules externalités positives ? Et si oui, selon quelles modalités¹ ?

1. Nous nous inspirons ici fortement de la traduction politique des enjeux liés à la littératie que donne Jac Mullen, voir notamment « How to Do Soul-Craft with State Tools. On Literacy and AI », *After Literacy* (Substack), 14 mai 2025.

Recommandations

Pour une politique de la littératie

Dans cette partie, nous entendons tirer toutes les conséquences politiques de l'hypothèse centrale de ce rapport : si le processus de perte de centralité de l'écrit déborde largement les enjeux de la santé économique du secteur du livre ou de la concurrence que livreraient les écrans à la pratique de la lecture, alors toute politique se bornant à traiter les symptômes sans s'attaquer aux causes serait vouée à l'échec. Pour redevenir une République des livres, il faut commencer par renouer avec une République des lecteurs.

Nos propositions relèvent d'une approche globale plutôt que sectorielle. Nous avons pris le parti de laisser de côté, non sans peine tant ils sont cruciaux, les débats sur la concentration et la diversité du secteur du livre, les politiques centrées sur les artistes et les créateurs, le soutien aux libraires et aux éditeurs, ou encore les politiques existantes non spécifiques à la littératie comme le Pass Culture. Ces politiques et ces débats sont nécessaires. Aussi, ils ont été largement documentés et ont, pour certains, fait l'objet de rapports parlementaires et de propositions de loi, hélas pour l'instant demeurées sans suite ou presque¹. Nous les mentionnerons brièvement, essentiellement sous l'angle de leur financement. Car s'il y a une dimension qui les rattache à la direction choisie pour ce rapport, c'est la nécessité de les inclure dans un effort global de refinancement, logique inverse à celle qui préside à la réduction drastique du budget de la culture à tous les échelons.

Heureusement, nous ne partons pas d'une feuille blanche, loin de là. Le lecteur trouvera, dans le corps

du texte ou en note, la mention de nombreuses initiatives existantes, publiques ou associatives, souvent remarquables, mais dispersées : la plupart sont restées facultatives ou expérimentales, beaucoup n'ont pas été opérées au niveau national, ou alors pendant une période de temps trop courte pour en tirer des enseignements. Notre pari est moins d'inventer que d'universaliser certaines de ces initiatives, tout en confiant leur pilotage aux communes, départements et régions qui les font déjà vivre, avec l'appui des coalitions territoriales décrites dans notre troisième proposition.

“ Il ne suffit pas de dire aux gens : lisez des livres. Il faut se dire : comment on va pouvoir créer les conditions qui permettent que ce type d'expérience soit possible, soit accessible. Comment on crée d'abord des petits mondes qui permettent à la lecture d'être désirable. ”

Yves Citton, professeur de littérature et média à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis

Doter les politiques d'une structure, d'un budget et de pouvoirs transversaux

La première chose à faire est de donner à la littératie un ancrage symbolique, institutionnel et budgétaire. Les trois premières recommandations s'inspirent de

1. Voir par exemple le rapport de Bruno Racine remis en janvier 2020, *L'auteur et l'acte de création*, enterré dès sa publication, ou encore la proposition de loi au Sénat visant à garantir la continuité des revenus des artistes-auteurs rejetée le 10 décembre 2025 par la commission des affaires sociales, ayant jugé que la taxe sur les diffuseurs de 5 %, destinée à financer ce régime, n'est pas « adéquate » et induirait « un alourdissement des prélèvements obligatoires qui n'est pas souhaitable ».

la méthode *whole-of-government* (« approche pangouvernementale » ou « transversale »), pensée pour rompre avec le fonctionnement en silos et pour équiper la politique de la littératie d'un pilotage transversal, visible et identifié par les citoyens.

Première proposition :

Instaurer une taxe sur les fournisseurs de l'IA établie à 6 % de leur chiffre d'affaires

Cette proposition s'appuie sur un constat simple : les grands modèles d'IA se sont construits en mobilisant (c'est-à-dire en pillant) les contenus produits par des auteurs au mépris de leurs droits de propriété intellectuelle. Or, aucune part de cette valeur ne revient aujourd'hui à la collectivité. Le rapport parlementaire de la députée Céline Calvez, adopté par l'Assemblée nationale en juillet 2026, propose d'instaurer une contribution obligatoire à la charge de tous les fournisseurs de systèmes d'IA dépassant un certain chiffre d'affaires réalisé en France. Le produit de cette contribution serait reversé aux auteurs et financerait des actions de soutien à la création ; le rapport n'en précise cependant ni le taux, ni le rendement attendu.

Nous proposons de reprendre le principe d'une contribution assise sur le chiffre d'affaires réalisé en France pour abonder un fonds dédié à la littératie. La ventilation de la taxe dépendrait de son produit : nous proposons un doublement du budget consacré au livre pour porter le fonds littératie à 1 milliard d'euros, ce qui impliquerait l'allocation d'un montant annuel de 500 millions.

Nous proposons de fixer cette contribution à 6 % du chiffre d'affaires réalisé en France par les fournisseurs de systèmes d'IA, un taux calqué sur celui de la taxe sur les services numériques, dite taxe Gafam,

appliquée depuis 2019 aux grandes plateformes du numérique et portée à ce taux par la loi de finances 2026. Ce choix a l'avantage de s'appuyer sur un dispositif doté d'un historique législatif et constitutionnel avéré. Le rendement de cette contribution reste toutefois à établir : selon les estimations disponibles sur la taille du marché français de l'IA, un tel taux pourrait rapporter entre 200 et 600 millions d'euros par an.

Deuxième proposition :

Créer un fonds littératie et porter son budget à 1 milliard d'euros

Porté à 1 milliard d'euros, le fonds national pour la littératie se situerait légèrement au-dessus du niveau du fonds de soutien du Centre national du cinéma et de l'image animée (810,3 millions d'euros prévus en 2026), aujourd'hui la politique culturelle sectorielle la mieux dotée en France. Cette enveloppe reposerait sur deux piliers à parts égales : d'une part, la consolidation des crédits budgétaires déjà engagés par l'État en faveur du livre et de la lecture à hauteur de 500 millions d'euros hors dépense fiscale ; d'autre part, une contribution nouvelle de 500 millions d'euros financée par la contribution sur le chiffre d'affaires des fournisseurs de systèmes d'IA.

Ce fonds servirait à financer les actions proposées dans le cadre de ces recommandations, auxquelles nous proposons d'ajouter deux politiques sectorielles : d'une part, le financement d'un régime d'assurance-chômage des artistes (proposé et enterré par le Sénat)¹ et, d'autre part, l'attribution de subventions aux librairies et aux maisons d'édition indépendantes sur le modèle universel de ce qui se fait pour les salles de cinéma d'art et d'essai².

1. L'exemple allemand de la Künstlersozialkasse, en vigueur depuis 1983, démontre la faisabilité, la solidité et l'acceptabilité sociale d'un pareil dispositif : il couvre aujourd'hui plusieurs centaines de milliers d'artistes et de publicistes indépendants, est financé par les diffuseurs et complété par une subvention de l'État.
2. C'est-à-dire un classement et un soutien annuel de fonctionnement (19,6 millions d'euros versés en 2025 aux 1 304 salles de cinéma classées, soit une moyenne de 15 000 euros par établissement), de nature différente de ce qui se fait aujourd'hui pour les librairies et les maisons d'édition (subvention à l'investissement de 4 000 à 50 000 euros et prêts à taux zéro jusqu'à 300 000 euros).

Troisième proposition :

Doter le CNL de missions élargies et de délégués territoriaux, chargés d'animer les coalitions territoriales de la littérature

Nous proposons de doter le CNL, dont les missions et le budget seraient élargis pour piloter l'ensemble de ces recommandations, d'un réseau de délégués territoriaux à la littérature, sur le modèle des coordinateurs de la stratégie irlandaise *Adult Literacy for Life*¹ ou des délégations territoriales de l'Agence de la transition écologique (Ademe). Ces délégués agiraient de concert avec les directions régionales des affaires culturelles (Drac), le rectorat de région académique et les structures régionales pour le livre. Mais, à la différence des structures régionales pour le livre et des contrats territoire-lecture existants, centrés sur la filière et la lecture, leur mission serait de fédérer, dans chaque région, bibliothèques, établissements scolaires, employeurs, associations et collectivités au sein de coalitions territoriales dotées de plans d'action et de crédits issus du fonds littérature. Les contrats territoire-lecture pourraient être élargis en contrats territoriaux de littérature, en y intégrant l'écriture, les tiers-lieux et la médiation, ainsi que les partenariats avec l'école, le monde du travail et l'action sociale.

Protéger les communs attentionnels : pour une politique de la disponibilité

Dans ce chapitre, nous nous proposons de rétablir les conditions de la démocratisation de la lecture profonde, dont nous avons montré dans ce rapport qu'elle était la condition d'une culture de l'écrit de masse. Or pour se réapproprier les facultés de la littérature que nous sommes tentés de déléguer aux IA, il faut une politique de communs attentionnels. Ces

communs demandent du temps – du temps pour la vie intérieure et la solitude, mais aussi pour le jeu relationnel, sans quoi le temps de lecture individuel ne serait qu'une autre forme de pansement à la solitude. Nous insistons sur le caractère social de ces politiques : dans un contexte où la pression économique tend à priver les classes moyennes et populaires de leur agentivité, le temps authentiquement libre tend à devenir un privilège réservé à celles et ceux qui ne sont pas contraints de vendre leur temps pour vivre.

Il n'est pas question de revenir à l'âge de pierre ni de déconnecter tout le monde dans un grand black-out numérique, mais de préserver ces lieux et ces espaces qu'on pourrait nommer, dans le sillage de Hartmut Rosa, des oasis de décélération, dont la fréquentation régulière nous protégerait de la prédation de nos capacités cognitives, attentionnelles et sociales, en attendant de purger Internet de ses designs addictifs.

Quatrième proposition :

Lutter contre les designs addictifs et instaurer un design code numérique et textuel

Il s'agit de cibler des dispositifs de conception dont on sait qu'ils suppriment les signaux d'arrêt naturels et font basculer l'utilisateur en pilote automatique : autoplay, scroll infini, notifications, *dark patterns*. L'objectif serait d'obliger les plateformes à inscrire les architectures respectueuses dans leur code de conception, plutôt que de s'en remettre à la discipline de l'utilisateur².

En droit européen, le règlement sur les services numériques (*Digital Services Act*, DSA) prohibe les interfaces manipulatrices (article 25) et oblige les très grandes plateformes à évaluer et atténuer les risques systémiques qu'elles font peser sur le bien-être physique et mental de leurs utilisateurs (articles 34 et 35). C'est sur ce fondement que la Commission européenne a engagé, contre TikTok puis contre Meta, des procédures visant nommément le scroll infini et l'autoplay. Le futur *Digital Fairness Act* étendra

1. La stratégie irlandaise *Adult Literacy for Life* (2021-2030) a mandaté SOLAS, l'agence publique déjà chargée de la formation continue, pour piloter le dispositif via un bureau dédié, l'ALL Programme Office. Ce bureau anime un réseau de seize coordinateurs régionaux, chacun chargé de fédérer une coalition locale et de bâtir des plans d'action territoriaux.

2. Un certain nombre de ces principes sont déjà appliqués par le Children's Code britannique, un ensemble de quinze règles de conception qui s'appliquent, depuis 2021, à toutes les plateformes basées ou opérant au Royaume-Uni et qui fournissent des services aux mineurs (protection de la vie privée, sobriété de la donnée, etc.).

ces obligations à l'ensemble des services grand public. En décembre 2023, le Parlement européen, dans sa résolution sur la conception addictive des services en ligne et la protection des consommateurs, avait demandé à la Commission d'instaurer un « droit à ne pas être dérangé » (*right not to be disturbed*), consistant à désactiver par défaut les fonctionnalités de captation de l'attention, à charge pour l'utilisateur de les réactiver s'il le souhaite¹. La France peut s'appuyer sur ce cadre européen déjà défini, en commençant à désactiver ces dispositifs, d'abord pour les mineurs, puis pour tous.

Cette politique des communs attentionnels ne se limite pas au numérique. Elle pourrait utilement guider les politiques de l'écrit tant dans les services publics que dans les entreprises, dans l'esprit d'un design code textuel. Sur le modèle des pratiques du *plain language*, les administrations et les entreprises pourraient ainsi adopter des chartes de sobriété textuelle, sur le modèle de celles en matière de données : langage clair, maîtrise de la longueur des communications écrites et des mails, bonnes pratiques hors IA. Si elles devenaient opposables à l'administration et à l'employeur, elles contribueraient à restaurer, dans la vie professionnelle et quotidienne, des conditions propices à l'écologie de l'attention.

Cinquième proposition :

Sanctuariser l'apprentissage, apprendre à faire avant de faire faire

Nous proposons d'interdire l'usage de l'IA jusqu'à la fin du collège, de faire des établissements scolaires des zones sans IA et de mettre en place des formations sur l'architecture des IA destinées aux adultes, aux parents, aux élèves ainsi qu'à l'ensemble du personnel de l'éducation.

Ces mesures s'appuient sur l'idée de « cerveau bi-compétence » (*biliterate brain*) de Maryanne Wolf² : construire d'abord, dans l'enfance et de préférence sur le papier, les circuits de la lecture profonde et la patience qu'elle exige, avant de passer au numérique et à une lecture en mode survol. Il s'agit de doter l'individu de la faculté de faire et de décider par lui-même, avant d'apprendre à déléguer en connaissance de cause. C'est parce que les fondations de la lecture et de l'écriture autonomes auront été consolidées que l'IA pourra être enseignée comme un outil venant en appui des décisions prises par l'individu, au lieu d'être mobilisée comme un substitut à la lecture, à l'écriture, à l'attention et à la pensée. De nombreux travaux ont ainsi montré que tout ce qui était délégué à l'IA se traduisait, à plus ou moins court terme, par une perte de compétence future³. Pour reprendre la célèbre formule de Rousseau dans *Émile*⁴ : « Oserais-je exposer ici la plus grande, la plus importante, la plus utile règle de toute l'éducation ? Ce n'est pas de gagner du temps, c'est d'en perdre. »

Développer le goût de l'écrit tout au long de l'éducation

L'école est à la fois le lieu où la littératie se construit et celui où elle perd sa centralité pour un grand nombre d'élèves. Nous l'avons montré, c'est au collège que se joue le décrochage du lecteur, et c'est trop souvent la forme de l'enseignement lui-même qui transforme le plaisir en corvée. C'est au collège, aussi, que le classement social et symbolique devient le plus visible (et parfois irréversible), mais c'est bien dès le berceau que ces mécanismes se mettent en place.

1. Parlement européen, résolution du 12 décembre 2023 sur la conception addictive des services en ligne et la protection des consommateurs dans le marché unique de l'Union (2023/2043(INI)), adoptée par 545 voix contre 12 et 61 abstentions. Rapporteuse : Kim van Sparrentak. Référence du texte : A9-0340/2023.
2. Voir lettre 8 dans Maryanne Wolf, *Lecteur, reste avec nous !*, op. cit.
3. Dans cette étude de Microsoft Research et Carnegie Mellon, il est montré que plus les personnes font confiance à l'IA, plus elles constatent un déclin dans leur pensée critique. Voir Hao-Ping (Hank) Lee, Advait Sarkar, Lev Tankelevitch, Ian Drosos, Sean Rintel, Richard Banks et Nicholas Wilson, « The Impact of Generative AI on Critical Thinking: Self-Reported Reductions in Cognitive Effort and Confidence Effects From a Survey of Knowledge Workers », *Proceedings of the 2025 CHI Conference on Human Factors in Computing Systems (CHI '25)*, 2025, pp. 1-22.
4. Jean-Jacques Rousseau, *Émile ou De l'éducation*, Paris, Gallimard, 1995 [1762].

Sixième proposition :

Faire entrer la culture de l'écrit dans les familles dès le berceau

Nous proposons d'attribuer d'office à chaque nouveau-né une carte de bibliothèque valable jusqu'à son entrée en maternelle. Cette politique, pilotée par la commune avec l'appui des délégués à la littérature du CNL, serait financée par le fonds littérature et donnerait lieu, à partir de la maternelle, à une campagne de renouvellement auprès des familles.

Dans le même esprit, nous proposons d'instaurer l'envoi d'un colis semestriel de livres à tous les enfants entre 0 et 5 ans, financé par la politique d'achat du fonds littérature. La composition de ces colis pourrait être établie par les influenceurs lecture (voir dixième proposition)¹.

Enfin, la lecture aux enfants par leurs parents constituant en elle-même une pratique sociale et symbolique classante², nous proposons de systématiser, dans les tiers-lieux de la littérature, un accompagnement aux parents à la lecture à voix haute, passant notamment par la découverte d'œuvres contemporaines de la très riche littérature jeunesse.

Septième proposition :

Instaurer des rituels de lecture et de littérature dans tous les cycles, du primaire au lycée

Il s'agirait d'instituer dans tous les établissements, de l'école au lycée, un rituel hebdomadaire en trois temps, sanctuarisé dans l'emploi du temps et strictement soustrait à l'évaluation : un temps de lecture silencieuse, où chacun lit le texte de son choix (temps à soi) ; un temps de lecture à voix haute (attention

conjointe) ; un temps de discussion libre autour des textes lus, sur le modèle de l'atelier de lecture et non du commentaire de texte (médiation relationnelle).

Le quart d'heure de lecture, recommandé depuis 2018 par l'Éducation nationale, constitue un précédent important bien que limité par son caractère facultatif et atomisé (les quinze minutes de lecture ne sont suivies d'aucune discussion), ainsi que par le manque d'accompagnement des professeurs. Nous suggérons de le systématiser du primaire au lycée, à un rythme adapté à chaque niveau, et, surtout, de l'inscrire dans un programme spécifique, doté d'un module de formation aux professeurs et destiné à faire découvrir à tous les élèves des genres, des univers, des époques et des modes de lecture autres que ceux du programme. Il est tout aussi crucial d'ancrer ce rituel, par la pratique de la discussion et de l'atelier, dans une économie de l'affect et de la relation.

Dans le même esprit, nous proposons de généraliser les prix littéraires décernés par les élèves, en particulier le prix des Incorruptibles, et de créer un prix Goncourt des collégiens, ouvert à d'autres genres que la seule littérature dite blanche³.

“ La prescription ne fonctionne plus. Ce qui marche, c'est la relation. Il faut d'abord créer les conditions d'une relation de compréhension, de confiance, pour qu'on puisse faire passer des choses. Les profs qui arrivent à intéresser leurs élèves sont dans l'échange et intègrent le point de vue des élèves. Tant qu'on arrivera à créer les conditions d'une relation renouvelée, prenant en compte la dimension personnelle des individus, on pourra mettre du livre dedans. ”

Claude Poissenot, sociologue, enseignant-chercheur à l'université de Lorraine

1. Nous nous appuyons notamment sur l'expérimentation menée par l'opération Premières Pages, initiée par le ministère de la Culture en 2009, et qui a consisté, durant les quatre premières années et en partenariat avec la Caisse d'allocations familiales (CAF), à offrir à chaque naissance ou à l'adoption d'un enfant (60 000 naissances en tout) un lot constitué d'un album original, d'un guide à destination des parents et des conseils de lecture. Cette opération a, cependant, été de courte durée et a été depuis remplacée par des programmes à l'initiative des collectivités, et devant obligatoirement associer notamment les professionnels du livre.
2. Voir Stéphane Bonnéry, « Les livres et les manières de lire à l'école et dans les familles », *Le Français aujourd'hui*, n° 185, 2014.
3. La « littérature blanche » représente, dans le vocabulaire de l'édition, la fiction littéraire générale, par opposition aux littératures dites de genre (policier, science-fiction, romance). L'expression vient des couvertures immaculées des grandes collections de littérature, au premier rang desquelles la « Blanche » de Gallimard.

Huitième proposition :

Faire écrire pour faire lire

Dans le chapitre qu'il consacre à l'enseignement de la littérature dans *Figures II* (1969), Gérard Genette examine les conséquences de la disparition, depuis la fin du XIX^e siècle, de l'art rhétorique et de l'écriture narrative comme pratiques centrales de la salle de classe. Là où il était auparavant attendu qu'un élève sache produire un texte dans les canons d'une fable, d'un conte, d'un poème ou encore d'une nouvelle, on ne lui demanderait plus, au milieu du XX^e siècle, que de composer un commentaire ou une dissertation, l'invention étant concédée aux élèves qui n'auraient pas les facultés d'un raisonnement structuré. Nous proposons de revenir sur cet appauvrissement du répertoire de l'écriture en introduisant des ateliers d'écriture dans le programme de français et de littérature de tous les élèves, dès le CP et jusqu'au lycée. Ces ateliers d'écriture feraient intervenir les médiateurs de la littératie (dixième proposition), et aussi et surtout des autrices et des auteurs contemporains qui viendraient informer et former les élèves aux différentes manières d'écrire. Dès le collège, ces ateliers pourraient s'inscrire dans des cours de littérature à part entière, qui viendraient s'ajouter au programme existant et qui seraient axés sur le plaisir et la découverte.

La lecture partout et pour tous : remettre le livre dans la vie quotidienne

Si la littératie était un sport de combat, les livres seraient ses rings. Mener ce combat sur le terrain passe dès lors par la banalisation du livre dans la vie quotidienne, par son arrachement à la tour d'ivoire où voudrait le garder une élite soucieuse de son statut. Ce mouvement est déjà à l'œuvre, et il passe tant par l'engouement populaire pour les genres, comme

la romance, que par la découverte, grâce aux bibliothécaires, aux libraires, aux professeurs et maintenant aux influenceurs littéraires, d'œuvres classiques ou difficiles d'accès par un public plus vaste. C'est dans la diversité ainsi que dans le renouvellement des modes d'accès individuels et collectifs au livre que nous proposons de chercher le désir et la convivialité qui font de la lecture une fabrique de la démocratie et du citoyen. La trajectoire récente du Pass Culture invite à cette réorientation. Principal dispositif public d'accès des jeunes au livre, il a mis des ouvrages entre beaucoup de mains sans transformer durablement les pratiques de lecture ; la réforme de 2025 s'est contentée d'en réduire les crédits. Nous proposons de conserver l'effort budgétaire et d'y ajouter ce qui transforme un acte isolé en pratique durable : l'ancrage dans des lieux et dans les médiations.

“ À chaque fois que j'ai initié un book club, les gens étaient fascinés parce qu'ils avaient pu échanger autour de ce qu'ils avaient lu. Il y a autant de lectures d'un livre que de personnes qui le lisent. Et je dis aux gens : faites vos propres book clubs, vous n'avez pas besoin de moi. Un book club peut commencer à deux personnes. Vous trouvez une autre personne, vous lisez un livre en même temps, vous allez prendre un café, vous en discutez. C'est bon, le book club est plié. ”

Martin Boujol, influenceur littéraire et auteur

Neuvième proposition :

Multiplier les tiers-lieux de la littératie dans l'espace public et dans les lieux de la vie quotidienne

Un tiers-lieu de la littératie¹ tient à la fois de la bibliothèque, du cercle de discussion, de l'atelier de lecture et d'écriture. Il propose, selon le libre choix de ses instigateurs et les possibilités temporelles et spatiales, des livres en libre accès, un espace dédié à la lecture et à l'écriture, un espace dédié à la discussion autour de la lecture et de l'écriture, programmée ou libre. Dans un esprit de jeu, de tels

1. Nous nous appuyons pour cette proposition sur les travaux sur les tiers-lieux (*third place*), théorisés par Ray Oldenburg dans son essai fondateur *The Great Good Place* (1989), ainsi que sur le concept de « bibliothèque troisième lieu », introduit en France par Mathilde Servet et devenu depuis un référentiel courant de la lecture publique. Voir Mathilde Servet, « Les bibliothèques troisième lieu : une nouvelle génération d'établissements culturels », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2010, n° 4, pp. 57-63.

lieux peuvent être dotés de chartes, de spécificités ou de règles (par exemple la lecture silencieuse, sur le modèle du Silent Book Club à San Francisco). Ces tiers-lieux peuvent être animés, en permanence ou ponctuellement, par les médiateurs de la littérature. Ils sont alimentés en livres par une politique d'achat d'œuvres, notamment de littérature contemporaine (adulte et jeunesse) du CNL, avec l'appui des ambassadeurs de la littérature.

Les bibliothèques ont ouvert la voie : devenues pour beaucoup des « troisièmes lieux », espaces de vie et de sociabilité autant que de prêt, notamment à la faveur de l'extension des horaires engagée après le rapport Orsenna, elles fournissent le modèle que nous proposons de porter hors les murs, à commencer par les musées et établissements publics culturels, ainsi que les établissements scolaires du primaire au supérieur. Des librairies, poussées par les convictions ou par la contrainte économique, ont déjà entrepris une diversification de leurs activités : pareilles reconversions et développements pourraient être soutenus par un programme spécial du fonds de la littérature. Les grandes surfaces culturelles et la grande distribution, qui demeurent pour une large part des classes moyennes et populaires le principal point de contact marchand avec le livre, constitueraient un relais naturel de cette dynamique : y installer des espaces de lecture et d'animation, c'est porter la littérature là où les publics les plus éloignés des lieux légitimes se trouvent déjà.

Dans l'espace public, ces lieux pourraient s'ancrer autour des boîtes à livres, mais aussi dans les transports, en partenariat avec les sociétés qui les opèrent. Pour aller au plus près des publics, ces lieux pourraient être déployés à l'aide de kits mobiles, notamment sur le modèle des médiathèques en kit déjà utilisées en quartiers prioritaires et en zones rurales, comme l'Ideas Box de Bibliothèques sans frontières, permettant à n'importe qui de créer un lieu de littérature où il le souhaite.

« Le livre, il est dans la ville, il est dans le parc, il est là où les gens se rassemblent, et il rassemble des gens, mais chacun quand il veut. C'est super moderne, une boîte à livres : quand je veux, si je veux, avec ce que je veux, je prends, je donne. »
Claude Poissenot, sociologue, enseignant-chercheur à l'université de Lorraine

Dixième proposition :

Former et nommer des médiateurs de la littérature et des influenceurs lecture

Nous proposons de donner un nouveau souffle au métier de médiateur du livre, qui existe depuis le milieu des années 1990, d'une part en élargissant son périmètre à l'écriture et aux littératies numériques, dont l'IA-littérature, et, d'autre part, en confiant au CNL, avec l'appui des délégués territoriaux, le pilotage d'une certification nationale de médiateur de la littérature. Adossée aux formations existantes plutôt que substituée à elles, cette certification serait ouverte à tous les professionnels du livre (notamment aux auteurs et aux éditeurs), aux professionnels de l'Éducation nationale, aux influenceurs littéraires souhaitant se mettre au service de l'intérêt public, ainsi qu'aux agents publics et aux élus qui le souhaiteraient.

Nous proposons ensuite de créer une nouvelle commission du CNL consacrée aux influenceurs lecture. Il s'agirait de sélectionner des influenceurs d'intérêt public, chargés de rendre la lecture et l'écriture accessibles, désirables et populaires, dans la diversité de leurs formes et de leurs publics. Ils seraient intégrés au circuit de promotion de la lecture au même titre que les éditeurs et les festivals, et mobiliseraient la jeunesse aussi bien sur les réseaux sociaux que dans les tiers-lieux de la littérature. Ils auraient également vocation à conseiller le CNL sur sa politique d'achat de livres et à constituer des listes de lecture pour nourrir les initiatives menées dans le cadre scolaire et extrascolaire.

Médiateurs et influenceurs auraient vocation à intervenir dans les tiers-lieux de la littérature, mais également et surtout dans les territoires et les quartiers qui ont le moins accès aux lieux de promotion de la lecture. Nous proposons, enfin, de les adosser à un réseau d'ambassadeurs de la littérature, déployé dans les écoles, les collèges et les tiers-lieux. Un tel réseau existe déjà pour partie : l'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev) emploie plus de deux cents « ambassadeurs du livre » en service civique, intervenant principalement dans les bibliothèques centres documentaires des écoles, en quartier prioritaire et en réseau d'éducation prioritaire, pour proposer aux enfants un rapport informel, ludique et participatif au livre. Nous proposons d'en doubler

l'effectif, financé par le fonds littéraire, en recrutant prioritairement des jeunes issus des territoires où ils interviennent.

“ On a lancé un projet avec les centres de formation de foot, un accompagnement à la lecture et à l'écriture – pour nous, les deux vont ensemble. L'idée derrière, ce serait un comité de lecture des footballeurs de Ligue 1. Tu vas toucher un public qui n'a pas l'habitude de lire, mais quand tu vas leur mettre des joueurs de Ligue 1 qui disent “nous, on lit ça comme bouquin”, l'impact que ça peut avoir... Tu enlèves ce frein de l'objet livre. ”

Mehdi El Afani, directeur général délégué du Festival et du Prix des littératures urbaines

Conclusion

Dans ce rapport, nous n'avons fait qu'esquisser ce à quoi pourrait ressembler une politique centrée sur la littératie. Sur le terrain des mesures, nous ne prétendons pas à l'exhaustivité ; il est certain qu'enrayer les profondes dynamiques aujourd'hui à l'œuvre ne se fera pas en un claquement de doigts. Nos propositions nous semblent cependant un point de départ indispensable pour passer d'une lecture sectorielle à une politique globale et, plus généralement, de la déploration à l'action.

Nous ressortons de ce travail avec notre conviction renforcée : il est urgent de recentrer le débat sur l'évolution de la lecture et d'en finir avec les postures moralisatrices, ou complaisamment déclinistes. Il est inutile de discourir plus avant sur le mode élégiaque de la mort du livre pour toujours mieux consacrer celui-ci comme fétiche. Ce qui se joue est d'un ordre plus vaste, plus systémique et plus périlleux.

La démocratisation de la raison graphique a été le fondement de tout un ordre – la démocratie – et de

tout un régime – la modernité. C'est un acquis social fondateur que nous conteste aujourd'hui la modernité tardive. Une sortie, même partielle, de la littératie de masse ne manquerait pas d'avoir de profondes répercussions culturelles, sociales et politiques dont nous n'avons, à ce stade, fait qu'entrevoir les prémisses et les contours.

Cessons donc de faire comme si les récentes mutations de notre quotidien, de notre environnement technologique ou de nos pratiques culturelles n'avaient pas de conséquences sur la relation que nous entretenons avec l'écrit. Cessons de nier que dans le chaos ambiant du monde actuel, tout conspire à nous empêcher de lire. L'admettre sans en concevoir une culpabilité souterraine – pour soi et pour les autres, pour nos aînés et pour nos enfants, pour les grands lecteurs et pour tous les autres – est la condition nécessaire à toute parole et à toute action effectives.

Remerciements

Nos remerciements vont à Cécile Barth-Rabot, Martin Boujol, Laurent Cohen, Mehdi El Afani, Françoise Nyssen, Claude Poissenot et Boris Razon, qui ont accepté, avec générosité et patience, de s'entretenir avec nous pour les besoins de ce rapport. Nos discussions, parfois vives et toujours éclairantes, ont été décisives : elles ont guidé nos réflexions et donné à ce rapport sa forme définitive.

Nous tenons à remercier tout particulièrement Yves Citton, dont les angles d'attaque inattendus et les conseils de lecture avisés ont grandement influencé notre travail.

Merci à Alexandre Gefen pour ses travaux pionniers sur les humanités numériques et pour les conversations qui ont nourri nos réflexions.

Merci à Vincent Carry et à Lionel Naccache pour leurs conseils avisés.

Merci à Alice Agrech pour ses apports précieux lors des travaux préparatoires à ce rapport.

Enfin, ce rapport n'aurait pas vu le jour sans la confiance et l'accompagnement de Jérémie Peltier et de toute l'équipe de la Fondation Jean-Jaurès. Qu'ils reçoivent l'expression de notre vive gratitude et de notre amitié.

Liste des personnes auditionnées

Cécile Barth-Rabot, professeure des universités en sociologie, responsable du master métiers du livre et de l'édition, université Paris Nanterre (9 avril 2026).

Martin Boujol, influenceur littéraire (compte « La nuit sera mots ») et auteur du *Trésor des livres* paru chez Grasset en 2026 (9 avril 2026).

Yves Citton, professeur de littérature et média à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis et codirecteur de la revue *Multitudes* (30 mars 2026).

Laurent Cohen, neurologue (hôpital de la Pitié-Salpêtrière, Paris), professeur des universités à Sorbonne Université et chercheur en neurosciences cognitives à l'Institut du cerveau (15 avril 2026).

Mehdi El Afani, entrepreneur culturel, directeur général délégué du Festival et du Prix des littératures urbaines (31 mars 2026).

Françoise Nyssen, éditrice, ancienne directrice des éditions Actes Sud, ancienne ministre de la Culture (15 mai 2026).

Claude Poissenot, sociologue, enseignant-chercheur à l'université de Lorraine (20 mars 2026).

Boris Razon, directeur éditorial d'Arte France et auteur (13 mai 2026).

Table des matières

01	Introduction
05	Propositions
06	La littératie : pour quoi faire ?
06	Ce que la lecture fait au lecteur : la littératie comme régime cognitif
08	Ce que la littératie fait à la société : la littératie comme régime politique
10	Tableau clinique de la post-littératie contemporaine
15	Qui veut la peau du lecteur ?
16	Obsolescence de l'écriture
17	Le prix du temps : l'accélération contre la culture écrite
20	La gentrification de la lecture
22	Le livre, enceinte attentionnelle
25	Recommandations I Pour une politique de la littératie
25	Doter les politiques d'une structure, d'un budget et de pouvoirs transversaux
27	Protéger les communs attentionnels : pour une politique de la disponibilité
28	Développer le goût de l'écrit tout au long de l'éducation
30	La lecture partout et pour tous : remettre le livre dans la vie quotidienne
33	Conclusion
34	Remerciements
35	Liste des personnes auditionnées

Reconnue d'utilité publique dès sa création, **la Fondation Jean-Jaurès** est la première des fondations politiques françaises. Elle est présidée par **Jean-Marc Ayrault**.

Indépendante, européenne et sociale-démocrate, elle se veut depuis plus de trente ans un lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation.

La collection des « Rapports », dirigée par **Laurent Cohen** et **Jérémie Peltier**, répond à l'ambition de faire naître analyses pertinentes et propositions audacieuses, mais aussi de mettre cette production intellectuelle et politique au service de tous.

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes - 75009 Paris

www.jean-jaures.org

POUR FAIRE VIVRE LE DÉBAT, **SOUTENEZ-NOUS !**

Pour poursuivre ses missions d'intérêt général, la Fondation Jean-Jaurès a besoin de votre soutien.

Reconnue d'utilité publique depuis sa création en 1992, elle peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

VOUS ÊTES UN PARTICULIER

Les dons des particuliers bénéficient d'une réduction d'impôts sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable, ou de 75 % de vos dons versés au titre de l'IFI dans la limite de 50 000 euros (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Par exemple, un don de 100 € revient à 34 € pour un particulier imposable.

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Les dons des personnes morales de droit privé assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires (les dépassements de ces seuils sont reportables sur cinq ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre participation aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

COMMENT FAIRE UN LEGS ?

Avec la disposition testamentaire du legs, vous pouvez transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation Jean-Jaurès.

Il faut rédiger un testament et le faire authentifier par un notaire. Tout ou partie des biens peuvent être légués, quels qu'ils soient (somme d'argent, titres, œuvres d'art, immeubles...). Il faut respecter la règle de la quotité disponible s'il y a des héritiers, ou, à défaut d'enfants, le conjoint a une réserve d'un quart du patrimoine ; si ce n'est pas le cas, les biens peuvent être légués en totalité.

BULLETIN DE SOUTIEN



Mon soutien à la Fondation Jean-Jaurès

- | | | | |
|------------------------------------|--------------------------------------|--|------------------------------------|
| ☐ 20 euros | ☐ 50 euros | ☐ 100 euros | ☐ 200 euros |
| ☐ 500 euros | ☐ 1 000 euros | ☐ Autre montant _____ euros | |

Je choisis de faire un don :

- ☐ à titre personnel
- ☐ au titre de la société suivante :

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

- ☐ Par chèque, à l'ordre de la **Fondation Jean-Jaurès**
À renvoyer à : Fondation Jean-Jaurès, 12 Cité Malesherbes, 75009 Paris
- ☐ Par virement bancaire, daté du : _____
au profit du compte Fondation Jean-Jaurès
IBAN : FR76 4255 9100 0008 0154 2120
862 BIC : CCOPFRPPXXX

- ☐ Sur HelloAsso



Derniers rapports et études :

09_2026 : Le Nutri-Score : dix ans de bataille législative, de l'ombre à la lumière
Camille Chaussinand, Stéphane Besançon, Agnès Buzyn, Juliette Decaudin, David Garbous,
Serge Hercberg, Sandrine Runel, Dominique Schelcher, Mathilde Touvier

09_2026 : La gratuité des transports. Tentative d'analyse d'une idée à la mode
Mathieu Alapetite, Pierre Van Cornewal

09_2026 : Électro-puissance. Le choix français de la réindustrialisation et de la protection
Neil Makaroff, Tristan Beuclet, Marin Gillot

09_2026 : Démographie 2050. Quels scénarios et quels choix pour la France ?
Dylan Buffinton

08_2026 : 40 000 morts en dix ans : de la mare nostrum au cimetière méditerranéen
Marie-Arlette Carlotti, Jérôme Darras, Mickaël Vallet

08_2026 : Douze ans à l'épreuve du réel. Réflexions d'un ancien adjoint au maire
Bassem Asseh

08_2026 : Le capitalisme de la solitude. Lutter contre le nouveau fonds de commerce de la tech
Paul Klotz

08_2026 : Trump, Orbán, Meloni : quand l'extrême droite s'en prend aux syndicats
Jean Grosset, David Madland, Tibor T. Meszmann, Emanuele Toscano, Adrienne Woltersdorf

07_2026 : Corps et réseaux sociaux. La fabrique ordinaire du mal-être
Sophie Ferreira, Benoît Heilbrunn

07_2026 : Souvenirs pour demain. De l'exercice de l'opposition à l'exercice du pouvoir
Boris Vallaud

07_2026 : Partager les terres. De l'impératif climatique à la justice foncière
Jean Guiony

-  [fondationjeanjaures](#)
-  [@j_jaures](#)
-  [fondation-jean-jaures](#)
-  [www.youtube.com/c/FondationJeanJaures](#)
-  [fondationjeanjaures](#)
-  [fondationjeanjaures](#)
-  [fondationjjaures.bsky.social](#)
-  [bit.ly/4g6UANC](#)

Abonnez-vous !



[www.jean-jaures.org](#)

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS